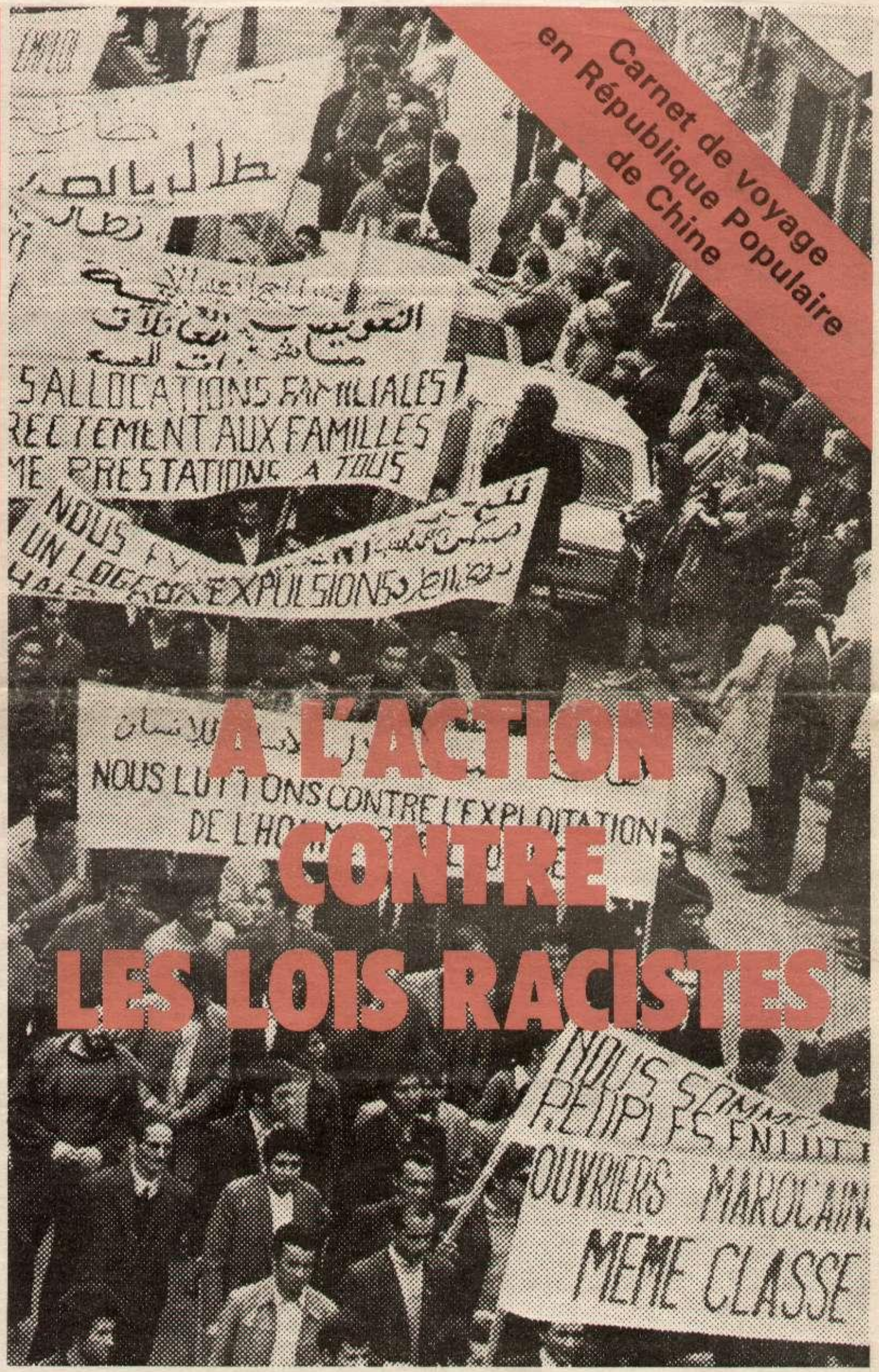
le quotidien du peuple
MAGAZINE



Organe central
du PARTI
COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste

5 F

Août 1979

EDITORIAL

L'ampleur de la protestation populaire a retenti jusque dans les assemblées dites «nationales» ; le Sénat a repoussé l'examen des lois scélérates du gouvernement contre les travailleurs immigrés à la session d'automne. Cette péripétie ne doit cependant pas faire illusion. Elle n'a pas empêché Bonnet de dépêcher des masses de CRS pour attaquer les résidents des foyers en lutte à la demande de son complice Stoléru. On assiste à une montée très grave de la répression contre l'ensemble des travailleurs immigrés. Les expulsions «en douceur» se développent, les contrôles, brimades, arrestations arbitraires se multiplient. Tout est fait pour intimider, terroriser les immigrés. La sauvage agression policière contre un quartier immigré de Marseille montre que le pouvoir est décidé à employer tous les moyens. Dans le même temps les agressions racistes connaissaient un inquiétant développement. Le premier ministre lui-même couvre de sa «haute autorité» cette vaste campagne contre nos frères de classe.

Les buts et les motivations de cette agression sont clairs. L'un des textes de loi est très explicite : les préfets auraient désormais toute latitude pour refuser les renouvellements des cartes de travail en fonction de «la situation de l'emploi». Ainsi, le gouvernement inverse la réalité : les immigrés qui sont les premières victimes du chômage en sont rendus responsables. Voilà trouvé un bouc émissaire commode. Comme disait Chirac : «*dans un pays qui compte près de quatre millions d'immigrés, le problème du chômage doit être facile à résoudre*». La solution, ils l'ont trouvé : expulser massivement -environ 200 000 par an- les travailleurs immigrés. Après les avoir durement exploités, aux travaux les plus pénibles avec les salaires les plus bas, la bourgeoisie voudrait maintenant les expulser par centaines de milliers en les rendant responsables de la crise, du chômage. Et à la matraque pour ceux qui protestent.

Il s'agit là d'une grave attaque contre la classe ouvrière dans son ensemble. Il faut remonter à loin dans le temps pour retrouver une agression aussi grave et d'une aussi grande ampleur. La question de la riposte est d'autant plus importante, et urgente.

Les travailleurs qui habitent dans les foyers de la Sonacotra et d'autres sociétés marchandes de sommeil se battent avec courage depuis plusieurs années. Premiers visés du fait de la détermination dont ils font preuve dans la lutte, ils ont entrepris de résister. En organisant la résistance sur le terrain vague de Garges-lès-Gonesse, ils montrent qu'ils ne sont pas prêts à céder devant l'intimidation. D'emblée, ils ont fait le lien entre la répression dont ils sont l'objet et la politique d'ensemble de la bourgeoisie contre les travailleurs immigrés, contre la classe ouvrière toute entière.

Les sinistres projets de Stoléru et de Bonnet ne doivent pas passer. Il ne faut pas permettre au pouvoir de se lancer dans des vagues d'expulsions massives en faisant passer les travailleurs immigrés pour les responsables du chômage et en portant ainsi de graves coups à la classe ouvrière, à ses capacités de lutte. Tout l'été, des menaces vont planer en permanence sur les immigrés ; dès la rentrée, Stoléru-Bonnet vont revenir à la charge avec leurs lois scélérates. Ne les laissons pas faire ; faisons masse autour de nos frères de classe immigrés.

G.P.

LA BATAILLE CONTRE LES LOIS RACISTES PASSE PAR GARGES

Par Monique CHERAN

Samedi 7 juillet. Le terrain vague du foyer Sonacotra de Garges, entre un grand champ de seigle jauni et la cité populaire des Doucettes, est plein de monde. On va des panneaux de presse à la «scène où se succèdent chants de lutte, sketches et interventions... Pour les résidents expulsés du foyer quinze jours plus tôt, ce rassemblement est un grand encouragement.

«*C'est la première fois*, estime Mohammed, *qu'on voit autant de travailleurs français participer à une initiative de soutien à des travailleurs immigrés*».

ON retrouve là, à Garges, des postiers du centre de tri de Créteil, dans la banlieue opposée ! Badges CFDT côtoient badges des associations immigrées, l'un arbore un T. shirt du 40e Congrès de la CGT... « *Depuis l'appel que nous avons lancé,* nous dit un délégué du Comité de Résidents, *plusieurs sections syndicales ont répondu positivement, dans les usines de la région comme l'Alsthom ou Gaumont-Schneider de la Plaine-Saint-Denis, et bien d'autres. Il y a même quelques structures comme les Métaux CFDT du département. C'est un signe très positif, parce qu'avant, il était très difficile d'obtenir le soutien de la part des syndicats en tant que tels. Ça m'a fait un choc de voir toutes ces motions de soutien à notre plate-forme et au Comité de Coordination. C'est le signe que le travail développé dans les syndicats a débouché sur du positif, et qu'il faut continuer, dans les sections, en profondeur...*» Progrès indéniable, et qui encourage fortement les résidents.

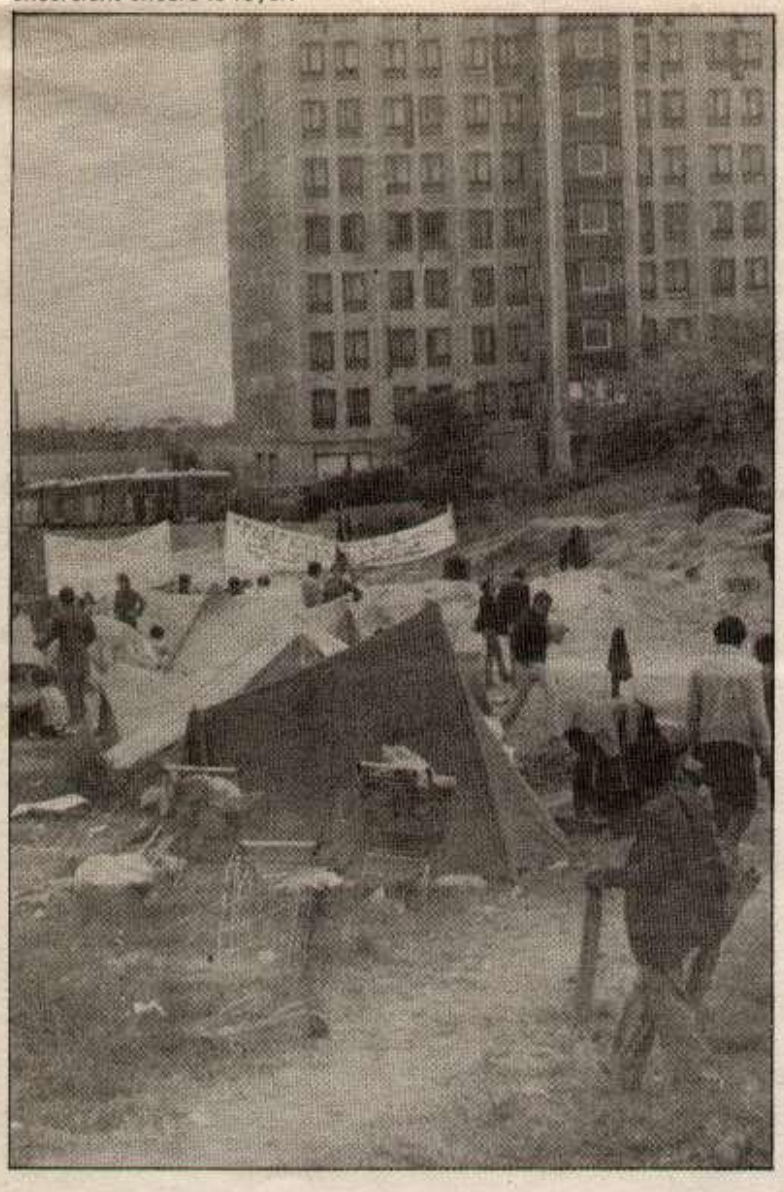
«Cette partie de la classe ouvrière dont nous disons que c'est notre classe ouvrière»

Ce même samedi, une forte délégation de syndicalistes CFDT

de Longwy, dont plusieurs sidérurgistes immigrés, viendra apporter son soutien. Avec leurs casques blancs bardés d'autocollants, français et immigrés venus de Longwy ont été chaleureusement applaudis : *« On est venu ici en soutien aux travailleurs, aux résidents de Garges. Pourquoi ? Et bien, parce que la lutte et la résistance des résidents de Garges, ça doit être notre lutte, et c'est aussi la lutte que nous menons à Longwy. Parce qu'à Longwy, nous avons 7 500 licenciements qui ont été décidés par le patronnat. Sur ces 7 500 licenciements, il y a plus de 2 000 travailleurs immigrés qui sont concernés. Et il y a aussi à Longwy, comme à Garges, des résidents qui sont en lutte contre la Sonacotra, qui se battent, qui font la grève des loyers, et qui depuis le mois de mars, sont menacés d'expulsion, comme ici, au foyer de Garges (...). De plus en plus, il faut que nous nous opposions à toutes ces mesures Stoléru, à toutes ces mesures Barre-Bonnet, à toutes ces mesures Sonacotra, qui veulent arriver à expulser tous ces travailleurs immigrés, et à porter un grand coup à la classe ouvrière (...) »* dit Robert Giovanardi, au nom de la délégation.

Lundi matin, c'était au tour des grévistes du personnel municipal, en lutte contre le licenciement d'un des leurs, de venir une nouvelle fois apporter leur soutien, demander des nouvelles, des explications sur l'attitude de la Mairie...

Le camp s'organise, alors même que les CRS encerclent encore le foyer.



Assurément, depuis le 22 juin, le soutien s'est développé, la résistance s'est organisée. Les premières nuits, les résidents les avaient passées sans rien sur les épaules, sans couvertures, sans tentes. A même le sol, dans l'humidité du petit matin, sous les provocations incessantes des CRS. Ils n'avaient plus rien. Un millier de CRS avaient cerné le foyer, molesté les quelques résidents qui s'y trouvaient à cette heure de travail, et tout embarqué. Ce n'est que quelques jours plus tard que les résidents retrouveront leurs affaires dans deux *«garde-meubles»* de la banlieue Sud. Dans quel état ! Aujourd'hui encore, il manque des papiers, des affaires...

Dans la cité un porte à porte positif, un soutien nouveau

Cette sauvagerie de la police à l'égard des résidents a révolté les habitants de la cité voisine. *« Cette cité existait avant la construction du foyer. Pourtant, jusqu'à l'intervention des CRS, il n'y avait pas eu de contact entre la cité et le foyer, on n'avait jamais eu l'occasion de discuter avec eux du pourquoi de la grève. Et on s'est aperçu qu'eux aussi ont des problèmes de loyer. Certaines familles n'arrivent plus à payer, depuis six mois ou plus. Eux aussi risquent un jour ou l'autre l'expulsion. Et s'ils ne peuvent pas être à nos côtés ici en permanence, on sait qu'ils nous soutiennent, parce qu'aussi ils savent mieux maintenant ce qu'est la vie dans les foyers Sonacotra ».*

Grâce au soutien, le terrain vague est aujourd'hui plein de tentes. Des grandes, qui servent à l'accueil, à la cuisine, à la pharmacie, des petites où dorment les résidents. Au début, la municipalité fournissait les repas. Depuis la grève des communaux, elle se déclare incapable de continuer cette aide. Les résidents sont allés voir dans d'autres mairies, tout en s'occupant eux-mêmes de ce problème difficile, vu les conditions générales de campement.

Malgré les tracasserie et les violences quotidiennes

Ainsi, globalement, le moral est plutôt bon à Garges, surtout du fait des progrès du soutien. Pourtant, les difficultés ne manquent pas. Les CRS ont évacué les abords du foyer, mais dans la grande tour, des vigiles ont été installés, avec des chiens. En permanence, les résidents sont surveillés à la jumelle depuis la tour. C'est aussi des rondes autour du foyer, les estafettes qui se font plus nombreuses. C'est les Renseignements Généraux qui viennent enquêter sur les points d'eau et l'hygiène dans le camp, les tracasseries pour ceux qui n'ont pas encore retrouvé leurs papiers. Au commissariat de Gonesse, il faut venir à trois heures du matin, attendre l'ouverture à 8 h. 30 pour avoir un numéro de passage... Ce sont des journées de travail perdues chaque fois qu'une démarche échoue. Sans parler de la difficulté à aller au travail en vivant dans des conditions aussi dures. Et il ne fait pas bon être malade ! La Croix Rouge, qui avait installé une antenne sur place, est partie après de probables pressions de la Mairie qui trouvait que *«ça la foutait mal»* vis-à-vis de la population. Et si vous avez besoin d'aller à l'hôpital de Gonesse, il est possible qu'on vous remette entre les mains des flics, comme c'est déjà arrivé deux fois : interrogatoire, voire violences (un résident qui était dans un état comateux a été traîné par terre), réflexion de médecin du genre : *«vous feriez mieux de les expulser»*.

Immigrés et Français, plusieurs milliers de personnes sont venues le 7 juillet à Garges.

Par rapport à tous ces problèmes dont les flics peuvent se servir pour expulser le campement, les résidents ont été particulièrement choqués par l'attitude de la Mairie PCF. *« Quelques élus nous ont apporté leur soutien, ont même passé la nuit avec nous sur le terrain. Mais on ne peut pas en dire autant du Conseil Municipal, qui s'est contenté de nous faire apporter des repas jusqu'au 5 juillet, date à laquelle le personnel communal s'est mis en grève contre le licenciement d'un stagiaire par la Mairie. Mais pour les tentes, pour le sanitaire, l'électricité, il y a toujours de bonnes raisons pour ne rien faire. Il n'y aurait pas assez de matériel, ou des conventions avec l'EdF... La municipalité refuse aussi de prendre un arrêté de réquisition du foyer. Pourtant, la Mairie PCF de Thionville l'a fait ! On leur a expliqué que, juridiquement, ça permettait de gagner du temps, d'attaquer la Sonacotra devant un tribunal administratif. Au lieu d'un titre de réquisition, on nous a présenté un communiqué dans lequel il est dit en gros que ce n'est pas possible, sachant que le Maire n'avait pas d'autorité devant la Préfecture, que le Préfet pouvait rejeter le titre, que ça pouvait retomber sur les résidents, provoquer une intervention des CRS, qu'il ne fallait pas donner de faux espoirs. Mais nous n'avons pas de faux espoirs sur la réintégration dans le foyer par ce moyen. Mais c'est juridiquement important... »* Cette attitude de la Municipalité ne choque pas que les résidents, loin de là.

«Sur quoi voulez-vous qu'on négocie ?» Pas sur la loi Delmont...

Tous ceux qui, membres ou sympathisants du PCF, sont venus spontanément sur le terrain, révoltés par l'injustice perpétrée contre les résidents, ne comprennent pas l'attitude du Maire. Certains, convaincus du bien-fondé de la plateforme du Comité, sont allés à la Mairie pour rapporter une réponse positive aux résidents. A la Mairie, on les a envoyés sur les roses, sans ménagement. Lundi 9 juillet, les résidents expliquaient à la délégation des communaux : *« La seule proposition du Maire, c'est de négocier... On a dit au Maire : sur quoi vous voulez qu'on négocie ? Dès l'instant que le rapport des forces n'est pas en notre faveur pour le moment, dès l'instant où la Sonacotra met comme condition à la négociation qu'on accepte trois points qu'on refuse depuis le début de notre lutte. Sur le coût des loyers : ce sera 460 F, il faudrait l'accepter d'emblée. Sur le Comité de Résidents : elle met le directeur du foyer président du Comité ! Sur le problème du statut, pas de discussion non plus. A partir de cela, comment voulez-vous qu'on puisse négocier avec la Sonacotra ? Il a dit : non, ça ne fait rien, on peut toujours trouver des solutions. J'estime, en tant que Maire, que si la Sonacotra est revenue sur le million d'arriérés et ne demande plus que 400 000 F, c'est une grande victoire de la lutte. On lui a dit : « Si vous estimez qu'une chambre de 6 m² à Garges à 1 000 F par mois, c'est une victoire... Parce qu'avec les arriérés, ça ferait 1 000 F par mois. Et tout serait comme avant la lutte, et même pire. Pour nous, c'est le rapport Delmont*

Immigrés de Garges et sidérurgistes de Longwy, la même lutte de la classe ouvrière.

qu'on nous propose, la Sonacotra ne veut discuter que de choses secondaires... »

Ces résidents donnent d'autres exemples de Mairies PCF qui vont dans le même sens. Argenteuil, Sevran, où des pressions très fortes sont exercées sur les résidents pour qu'ils reprennent les paiements. Garges est présenté comme un exemple catastrophique, pour faire peur. On dit aux résidents : *« Si vous faites comme à Garges, la Mairie ne vous soutiendra pas. Si vous nous écoutez, la police ne viendra pas vous voir... ».*

Diviser en s'appuyant sur la peur du chômage, c'est le but du gouvernement

A Garges, et dans bien d'autres foyers, les résidents sont persuadés que ce n'est pas en reculant qu'on avance. Et que ce qui se passe à Garges est une sorte de test, dans la mise en place d'un arsenal de lois particulièrement répressives, racistes, contre les travailleurs immigrés. Il y a la loi issue du rapport Delmont sur les foyers, et qui vise à normaliser la situation : contrats dont les conditions sont fixées par la Sonacotra et les sociétés gestionnaires, renouvelables tous les mois ; renforcement du pouvoir des gérants racistes, qui organisent les élections, mettent en place de Comité de Résidents, fixent les ordres du jour... Pratiques que quatre ans de lutte avaient fait disparaître. Tarif fixé par la loi, sans discussion posible en fonction, par exemple, de la surface, avec des augmentations régulières prévues. La première n'a pas attendu : entre 80 et 150 F au 1er juillet. Et pour le statut, les résidents sont logés à la même enseigne que les vieux mis en foyer : ni locataires, ni considérés comme des «étudiants». Cela signifie aucune liberté.

Il y a aussi les lois Bonnet-Barre, Stoléru, qui visent tous les travailleurs immigrés, quelle que soit leur nationalité. Le Comité de Coordination explique leurs objectifs ainsi : *« Le gouvernement a voulu faire passer ces lois par petites fournées, en cachette, pour que les travailleurs aient plus de difficultés à s'y opposer. Il met en avant l'argument de la situation économique. Argument qui n'est pas suffisant, car la bourgeoisie ne peut pas se passer complètement des travailleurs immigrés, L'essentiel est politique. Les travailleurs immigrés, ces dernières années, ont de plus en plus participé aux luttes, dans les usines, les quartiers, les foyers, à l'intérieur de la classe ouvrière en France. C'est ça qu'ils veulent stopper, en s'appuyant sur la peur du chômage. Renforcer la division, faire passer l'idée que devant l'emploi, travailleurs immigrés et français n'ont pas d'intérêt commun, que c'est la seule solution pour sauvegarder l'emploi ».* En fait, chaque jour apporte la preuve du contraire. A Thionville, les maîtres de forges ont commencé par mettre les immigrés à la porte, les français ont suivi...

Alors, devant cette menace, que faire ? *« C'est d'abord ce qu'on a commencé, sur le terrain, à Garges.*

«Pour nous, les lois sont ici, à Garges»

« Parce que, pour nous, les lois sont ici, à Garges... Organiser la résistance sur le terrain, d'une façon unitaire, c'est-à-dire sur des objectifs communs, sans exclusive contre ces lois qui divisent la classe ouvrière.

« On ne peut attendre la prochaine session du Parlement pour que ces lois ne passent pas, il faut que le rapport de forces commence à se constituer dès maintenant, il est temps de faire un travail de fond dès maintenant. On demande à tous les camarades français convaincus du danger de ces lois d'engager un travail d'explication, là où ils travaillent, dans leur syndicat, dans leurs quartiers. Des actions à petite échelle peuvent être envisagées sans attendre. On ne peut pas se contenter des manifestations qui ont eu lieu ces dernières semaines, si cela se reproduit au mois de septembre, on va à l'échec. Pour l'éviter, il faut que les travailleurs français et immigrés fassent tout pour qu'un travail de masse s'engage, un travail d'explication, de mobilisation. Ainsi, à partir de septembre, on pourra passer à une action de grande ampleur, prolongée, diversifiée dans ses formes. »

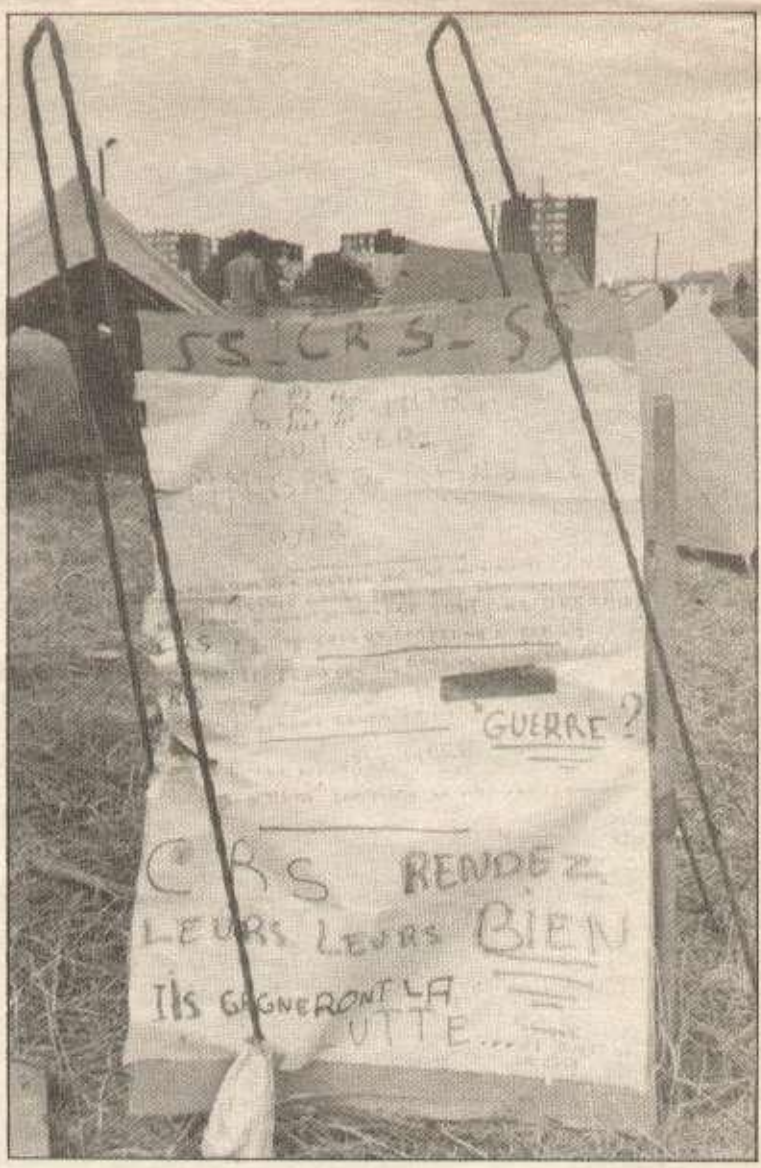
« Là-dessus, il y a une expérience de lutte. En 73, quand Dijoud était à la place de Stoléru, il avait voulu faire passer des lois très dangereuses. Il y a eu des luttes exemplaires, ces lois ne sont finalement pas passées. De même pour les lois interdisant la venue des familles, et qui condamnaient les travailleurs immigrés à vivre en célibataires. Là aussi, la mobilisation a fait reculer. L'exemple est récent, il faut le poursuivre, sans attendre, d'autant plus que ces lois sont encore plus graves.

Au niveau des travailleurs immigrés, le danger de ces lois a été bien vite vu. Ils sont fortement mobilisés, partout on en discute. Pour nous, il nous faut poursuivre un travail en profondeur dans les foyers, pas seulement sur la Sonacotra, mais sur l'ensemble des lois qui nous touchent, qui touchent tous les immigrés.

Ces lois visent dans l'immédiat les travailleurs immigrés. Mais à plus long terme, c'est tous les travailleurs qu'elles menacent. Dans les boîtes, si on laisse passer ces lois, ce sera plus dur pour lutter, puisque nous, nous ne pourrons plus faire grève. Si on fait grève, il suffira au patron de signaler aux flics qu'on trouble l'ordre public, et le soir, on prend l'avion. C'est important à expliquer, de même qu'il faut combattre, avec des exemples comme Thionville ou autres, l'idée qu'«un million de chômeurs égale un million d'immigrés». Ces explications c'est à nous tous de les donner partout».

Pour une mobilisation d'ampleur en septembre, se battre dès aujourd'hui

On l'a vu plus d'une fois, au cours de cette lutte de Garges : bien souvent, le racisme ne tient pas, quand on explique la réalité de ce qui se passe. La présence nombreuse de familles, de syndicalistes, lors de la fête du 7 juillet, montre que la mobilisation est possible, malgré toutes les difficultés dues à la période, malgré les obstacles mis par certains. En septembre, c'est des milliers qu'il faudra être, au coude à coude, contre ces lois racistes. C'est possible, si nous en prenons les moyens maintenant.



PIERRE LEGALL, UN DES OTAGES DU POUVOIR

Le 23 mars, à la marche sur Paris organisée par la CGT, des milliers de sidérurgistes, des centaines d'autres syndicalistes, des jeunes travailleurs, des lycéens sont venus clamer leur ras-le-bol du chômage. Le long du cortège, CRS et gardes mobiles font la haie, les flics en civil se glissent parmi les manifestants : les policiers ont été envoyés en masse pour provoquer. Après avoir laissé briser les vitrines, les CRS attaquent sauvagement le défilé et arrêtent au hasard : ce qu'il faut, ce sont des otages, des manifestants qu'on présentera comme des «casseurs».

Avec l'appui de la presse aux ordres qui titrait le lendemain «Paris aux mains des casseurs», le gouvernement entendait démontrer que toute manifestation signifie violence et affrontements. Le 29 mars, Giscard donnait l'ordre aux préfets de «refuser les autorisations de manifestations dans le centre des villes dès lors que celles-ci ne présentent pas de garantie absolue de sécurité». Par cette consigne qui peut s'appliquer à toute manifestation, le pouvoir s'attaque directement au droit de manifester. Par les lourdes condamnations, le pouvoir cherche à criminaliser les manifestants, à dissuader les travailleurs de défiler.

Ce sont plus de 40 personnes que les juges ont déjà envoyées pour des mois en prison. Et cela sur la seule base de déclarations contradictoires avec des policiers. Et cela malgré l'absence de preuves, malgré les témoignages en faveur des inculpés.

Pour bien montrer le caractère révoltant de ces condamnations, nous avons choisi de présenter le cas de Pierre LEGALL, aide-soignant au service de chirurgie cardiaque de l'hôpital Laënnec. «Pierre ce n'est pas un droit commun, c'est un Français comme toi et moi qui se trouve en prison parce qu'il a voulu manifester, exprimer ses idées, quoi», nous a déclaré un de ces collègues. Nous aurions pu prendre le cas de l'un quelconque des autres inculpés, celui de Pierre n'est pas un cas à part, il est exemplaire de la répression qui frappe tous les autres emprisonnés du 23 mars.

N'oublions pas que des travailleurs, des lycéens passeront comme Pierre leurs mois d'été en prison. N'oublions pas que c'est leur avenir qui est compromis, comme celui de tous ceux que le gouvernement laisse au chômage. Continuons de nous mobiliser pour libérer les otages, pour garantir le droit de manifester, pour nous opposer à tous ceux qui veulent nous faire payer la crise.

Interview des hospitaliers du service de Pierre Legall

▶ Pouvez-vous rappeler les conditions de l'arrestation de Pierre ?

Jean-Pierre : Pierre se trouvait avec un groupe de jeunes et à un moment donné il y a eu une charge de police en direction des manifestants. Pierre était en sabots et il est tombé. Les CRS l'ont attrapé et, comme le prouvent les photos montrées lors du procès, ils l'ont maltraité.

▶ Vous travaillez depuis longtemps avec Pierre. Quels etaient vos rapports avec lui ?

Ghislaine : Pierre était très méticuleux dans son travail. Il essayait de faire au mieux toutes les tâches qui lui étaient attribuées. Il s'occupait très bien des enfants qui l'aimaient beaucoup.

▶ Alors ça a été plutôt une surprise dans le service après son arrestation ?

G. : Oh oui. Surtout pour ceux qui connaissaient Pierre, parce qu'on ne pouvait pas imaginer qu'un garçon comme lui ait pu taper sur un policier. Pierre était d'un tempérament très doux.

Patrick : Ça ne colle pas ! On ne vient pas en sabots à une manifestation avec l'intention de nuire aux commerçants !

JP : Pierre était à la manifestation parce que ça correspondait à ses idées. Il était là parce qu'il conteste le chômage, mais de là à le présenter comme un casseur, non ! Comme Pierre l'a dit au procès, il a été arrêté parce qu'il fallait des otages.

▶ Pour son travail, quels sont les conséquences de sa condamnation ?

G : Il faut avoir fait moins de six mois de prison pour être intégré dans l'administration.

JP : Même si ce n'est pas sûr cette limite de six mois, est-ce qu'on voudra bien le laisser revenir où il le désire ?
L'administration pourra faire ce qu'elle voudra, elle pourra même l'obliger à démissionner.

G : En tout cas, il ne pourra pas faire ses études d'infirmier comme il le souhaitait. Quand on demande de faire une école d'infirmier, l'administration réclame le casier judiciaire.

▶ Sur l'hopital, quel a été le soutien apporté à Pierre ?

G : Il y a eu des pétitions. Les médecins et les chirurgiens les ont signées, ont écrit des lettres et témoigné. Les surveillantes générales également.

JP : Lors du procès en appel, il y a eu une manifestation organisée au niveau de toute l'Assistance Publique devant Notre-Dame. Elle a regroupé plus de 400 personnes de l'A.P.

P : Il y a un comité qui est en train de se créer sur Laënnec.

Interview de Maître Mignard, avocat de Pierre Legall

▶ Pouvez-vous rappeler la procédure qui a permis aux tribunaux d'infliger des peines aussi lourdes en regard de la minceur des accusations ?

La procédure utilisée, c'est le jumelage de la procédure de «flagrant délit» et de la «loi anticasseurs». Dans la juridiction des «flagrants délits», les dossiers soumis au tribunal sont composés uniquement sur la base des rapports de police. La loi «anticasseurs» envisage une responsabilité d'ordre collectif et se fonde essentiellement sur un délit d'intention, ce qui permet au tribunal de condamner quand il le veut.

▶ Vous défendez Pierre Legall, sur quoi s'appuient les chefs d'accusation relevés contre lui ?

Pierre Legall, comme G. Deraisses, se trouvait accusé d'avoir fait partie d'un groupe de gens qui auraient jeté des projectiles sur le service d'ordre. Ce qui est caractéristique, c'est le très peu de sérieux des déclarations policières. Ces accusés auraient été repérés dans une foule en mouvement, qui se disloquait. Il est donc extrêmement difficile de cerner qui fait quoi dans des conditions pareilles. En outre, aucun des projectiles qu'ils auraient lancé n'est censé avoir atteint un des policiers en question. C'est un dossier purement arbitraire.

▶ Comment, dans le cas de Pierre, le tribunal a-t-il fait jouer la loi «anticasseurs»?

L'élément légal retenu c'est un élément de préméditation. Ce qui est intéressant c'est ce qui est passé dans la tête des juges, lorsque l'affaire est venue en flagrant délit. Par exemple, des éléments de préméditation qui ont été retenus contre des gens comme Pierre Legall, c'est d'être hospitalier se trouvant dans une manifestation de sidérurgistes, d'être militant CFDT se trouvant dans une manifestation CGT alors que sa confédération n'avait pas appelé. La même question a été posée à G. Deraisses qui était un lycéen parmi des sidérurgistes. Le tribunal s'est donné là une tâche un peu nouvelle qui est celle de savoir qui doit manifester, pour qui et à quel moment.

▶ De quels moyens dispose Pierre actuellement et quels nouveaux moyens de défense envisagez-vous ?

Actuellement, le recours qu'il a utilisé, c'est un pourvoi qu'il a formé contre l'arrêt rendu par la 10ᵉ chambre de la cour d'appel. Ce que nous entendons faire c'est déposer périodiquement une demande de mise en liberté provisoire qui sera audiencée par la même 10ᵉ chambre de la cour d'appel.

▶ Dans quel délai pourrait-être, au mieux, mis en liberté ?

Comme il est cassationnaire, il ne peut normalement pas bénéficier de libération conditionnelle tant que son arrêt n'a pas été définitif. Cela ne pourra être le cas que lorsque la cour de cassation aura soit cassé l'arrêt de la 10ᵉ chambre, soit alors rejeté le pourvoi. Dans l'attente, son dossier ne peut pas être examiné par la commission des peines.

LONGWY, CE N'EST PAS FINI

On leur a joué un bon tour.

Lundi 9, le Tour de France, venant de Belgique, doit passer dans le bassin de Longwy.

L'UIS-CFDT décide de se saisir de cette occasion pour montrer que la lutte continue. Elle rencontre l'UL CGT. Il est décidé alors de contacter la direction du Tour pour lui demander de faire passer le Tour à Longwy. Celle-propose plutôt de faire *«un sprint de la sidérurgie»* doté de prix. Dans un tract commun, CGT et CFDT déclarent que *«c'est l'affaire»* de MM. Lévitan et Godet... C'est ce qui ressortira dans la presse locale.

Pourtant, une autre initiative, dans la ligne des actions coup de poing, a marqué cette journée. Dès Tellancourt, à l'arrivée en France du Tour, un groupe de cyclistes de SOS Emploi s'intègre à la caravane. Jusqu'à Longuyon, à une dizaine de kilomètres, cette équipe connaît un large succès.

Puis jusqu'à Metz, à travers tout le bassin des mines de fer, c'est la caravane de voitures qui passe devant des milliers de spectateurs. *«Longwy vivra»* hurle la sono, et reprennent en applaudissant une bonne partie de ceux qui se trouvent sur les bas-côtés.

Dans les faubourgs de Metz, à 5 kilomètres de l'arrivée, les cyclistes se remettent en selle. Devant des milliers de spectateurs étonnés, attentifs, ils traversent toute la ville.

Et malgré une manœuvre de la police municipale, l'équipe de SOS Emploi franchit la ligne d'arrivée 20 minutes avant les coureurs officiels. Ce qui frappe le plus, c'est l'accueil souvent enthousiaste qui montre que beaucoup ont encore les yeux tournés vers Longwy.

Une belle étape dans cette course d'endurance que constitue la lutte des sidérurgistes et de la population du bassin contre le plan de licenciements et de chômage.

A PROPOS D'UN TAS DE MINERAIS

Lettre ouverte à Mr. J. Jean, Maire

«Monsieur le Maire,

«Dans la matinée du 10 juin, nous avions déposé sur la place de Longwy-bas un tas de minerai de fer qui venait de la mine de Coulmy. Le premier motif de cette action était de marquer notre volonté de poursuivre la lutte pour l'emploi engagée depuis 6 mois. En même temps, nous voulions montrer à notre façon que les travailleurs et la population de Longwy n'avaient rien à espérer de la consultation électorale d'une Europe capitaliste qui voulait surtout légitimer son pouvoir. D'autre part, chacun sait que c'est cette Europe qui a pris la décision de condamner Longwy et que cette situation ne serait pas changée même avec des élus de gauche.

Nous voulions également sensibiliser sur les autres problèmes de la classe ouvrière que cette consultation passe sous silence. Par exemple, au moment où on parle d'une soi-disant construction européenne, à l'intérieur même de la France, des travailleurs immigrés qui n'ont jamais disposé de droits politiques, subissent des mesures racistes visant à les empêcher de lutter et à les dénoncer comme responsables de la crise.

Ils se font matraquer, expulser des foyers Sonacotra de France. Ils subissent les discriminations, des conditions de logement lamentables. Ils sont licenciés les premiers, sont victimes d'ignobles ratonnades.

Nous voulions enfin dénoncer le caractère chauvin de la campagne de certains partis, en particulier par des slogans tels que «Fabriquons français», «Non à l'Europe allemande», «La Lorraine ne sera pas la vassale de l'Allemagne», «Non au chômage, la France aux Français». *Ce chauvinisme masque les vrais responsables de la crise en France, elle empêche l'unité nécessaire des travailleurs au-delà des frontières, elle empêche toute lutte de classe au niveau international et tente de culpabiliser de fait la partie immigrée de la classe ouvrière. Or, quelques jours après, par hasard, ce minerai disparaissait. Cet enlèvement, ainsi que les pancartes qui concrétisaient notre intervention, nous a véritablement scandalisés, d'autant que ce minerai avait une place primordiale à côté de la lingotière et des produits sidérurgiques déjà déposés sur la place.*

Nous osons espérer que cette disparition n'est pas le fait d'une pincée d'éléments irresponsables qui auraient agi sous couvert de la municipalité, dont il est hors de doute qu'elle soit à l'initiative.

Pour réparer cette erreur, nous venons de déposer à nouveau le tas de minerai qui manque à l'exposition de la sidérurgie, sur la place de Longwy.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire...»

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom : .....

Profession : .....

Adresse : .....

A retourner au :
Le Quotidien du Peuple
BP 225 - 75 924 Paris Cédex 19

Le N° 12 de *Lutte, Santé,* la revue du CLISACT, est paru

Passez vos commandes en écrivant au :
CLISACT,
56 rue des Guipons
94 800 VILLEJUIF

16 décembre 1978. Depuis quelques jours, Longwy tout entier est en effervescence : les «mesures» découlant du nouveau plan acier viennent d'être annoncées. Cette fois, «ils» ont décidé de frapper un grand coup ; ils veulent carrément rayer la ville de la carte. La consternation a vite laissé la place à la colère ; massive. Toute la population est autour des sidérurgistes.

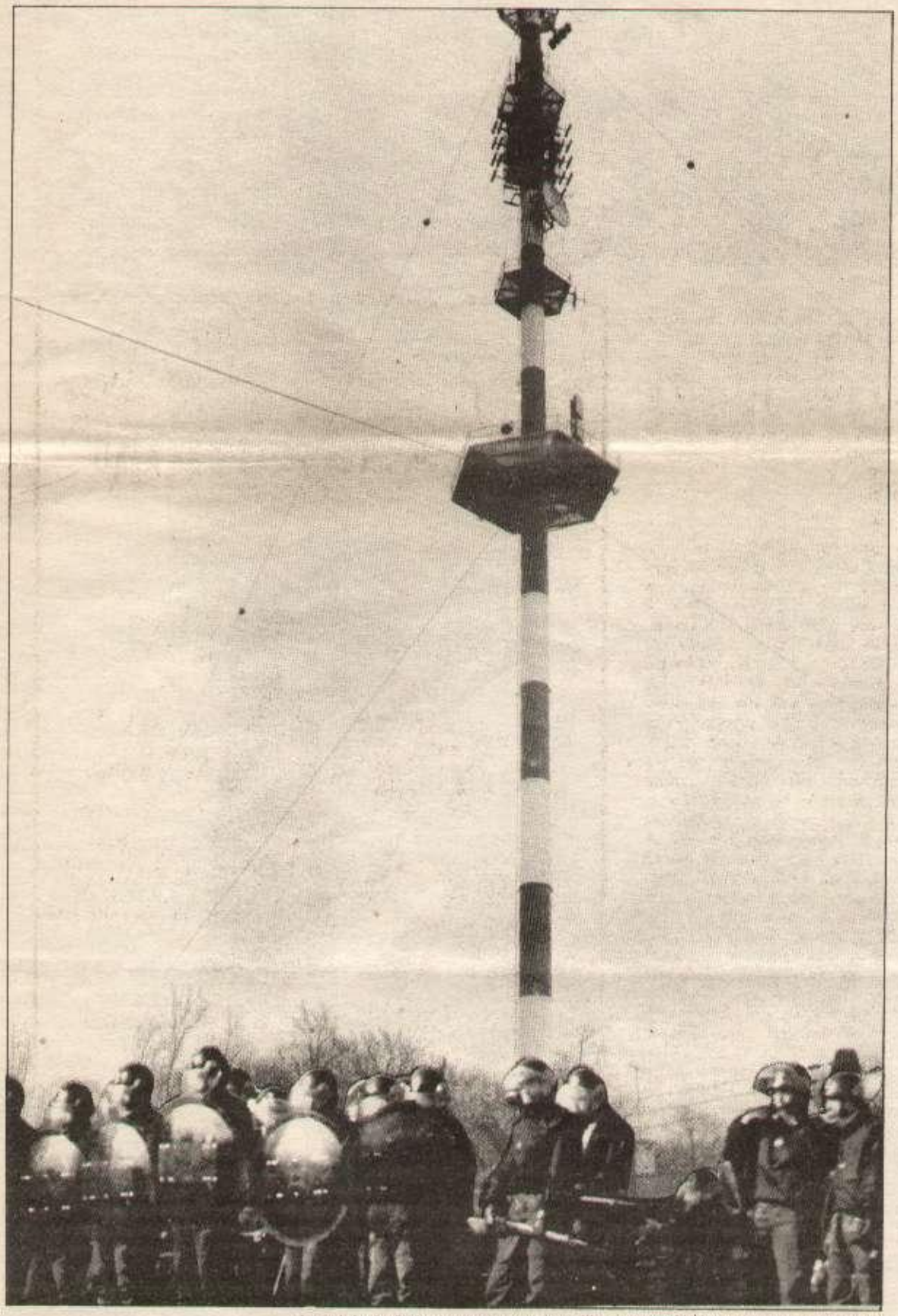
Il est près de 18 heures quand une sirène mugit sur les ondes, en modulation de fréquence : c'est l'indicatif de SOS Emploi, la toute nouvelle radio des militants CFDT qui démarre sa première émission.

Trois mois plus tard, dans les locaux de la mairie de Longwy-haut, une autre radio s'installe. Dotée de moyens techniques nettement supérieurs à ceux dont dispose SOS-Emploi, Lorraine Cœur d'Acier, la radio de la CGT couvre tout le bassin de Longwy. Malgré les difficultés de tous ordres, malgré les tentatives d'intimidation, malgré le brouillage quasi-permanent, les deux radios ouvrières continuent ; opiniâtrement. Elles sont devenues les radios des travailleurs de Longwy.

Les animateurs des deux radios «vivent à 100 à l'heure». Cela n'a pas été facile de les réunir pour discuter. On a quand même réussi à se retrouver dans un café sur la place Darche à Longwy-haut. Autour de la table, il y a Marcel et Jacques, de LCA et Félix de SOS Emploi. La discussion démarre sur les chapeaux de roue. Ils ont beaucoup de choses à dire ; et les émissions vont bientôt commencer...

G.P.

L'INFORMATION ENTRE LES MAINS DES TRAVAILLEURS DE LONGWY



Le relais du Bois-de-Châ et ses brouilleurs ; gardés jour et nuit par des CRS

Interview en commun des animateurs de Radio Lorraine Cœur d'Acier et de Radio SOS Emploi réalisé par Gérard Privat

Qu'est-ce-que c'est une radio au service des luttes ? Vous pouvez citer quelques cas où les radios de Longwy ont pris une place importante dans la mobilisation ?

Marcel : Il y a trois grands moments où les radios ont joué un rôle important : le 23 mars ; le jour où les flics ont entouré les grands bureaux de Mont-Saint-Martin pour coincer les militants qui essayaient de forcer la direction à discuter. Ce jour-là, en moins d'une demi-heure, on a rassemblé au moins 5 000 personnes, et puis évidemment, il y a Briey.

Felix : Il y a un autre aspect dans la question. Pour le type de radios qu'on fait, il ne faut jamais perdre de vue que c'est aux gens qui ne sont jamais consultés, ceux à qui la presse bourgeoise écrite ou parlée ne demande jamais leur avis, qu'elles sont ouvertes. Il faut arriver à ce que ce soit ces gens là qui s'expriment. Et on s'aperçoit que, par exemple, un sidérurgiste qui a 20 ou 30 ans de boulot et à qui on n'a jamais demandé son avis, c'est difficile d'arriver à le faire parler à la radio. Et pourtant, on sent bien qu'il en a, des choses à dire. Pour cela, il ne faut pas toujours attendre que les gens viennent nous voir. Il faut aller à leur rencontre.

C'est très différent des radios officielles. Quand elles viennent, leur démarche, c'est d'aller voir les responsables à l'UL-CGT et à l'UIS-CFDT. Non que ce ne soit pas nécessaire ; s'il y a des représentants des travailleurs, ce n'est pas pour rien. Mais de cette façon, ne sont pas prises en compte toutes les sensibilités d'une population et ce qu'elle ressent.

Jacques : Ce qui a fait que les radios ont pris une telle place dans les mobilisations, c'est qu'elles ont donné la parole aux gens, qu'elles sont devenues leurs radios. Sinon, on n'aurait rien mobilisé du tout. Si on s'était contenté de diffuser les messages syndicaux et de donner uniquement la parole aux responsables syndicaux, on n'aurait mobilisé que l'avant-garde de la CGT. Ce qui est clair, c'est que les gens ont considéré LCA comme leur radio du fait qu'on a eu dès le départ le principe

d'en faire une radio ouverte à tous, à tout le monde. Si on prend l'exemple de la mobilisation au Bois-de-Châ, ce sont les familles qui sont montées, ce sont ceux qui nous écoutent.

Marcel : C'est très intéressant cette manif. C'est une des premières qui se fait sans mot d'ordre. Le déclenchement, c'était : une radio qui arrête d'émettre. Deux radios brouillées depuis plusieurs jours et une qui arrête les émissions. Nous, on a dit aux gens : ce n'est pas possible de continuer comme ça, de faire de la radio dans ces conditions ; on arrête. Un quart d'heure après, il y avait foule ici et des gens nous engueulaient. Il y en a qui disaient : vous n'avez pas le droit d'arrêter cette radio, c'est la nôtre. Finalement, ce sont les gens qui ont dit : on va au Bois-de-Châ ; nous on n'avait pas appelé sur les ondes à y aller.

▶ **La particularité de ces radios libres, c'est qu'elles sont nées dans la lutte que les travailleurs mènent depuis plusieurs mois pour l'emploi.**

Marcel : C'est évident. Sans ce rapport de forces, sans cette mobilisation, on voit mal comment ces deux radios auraient pu exister, comment elles auraient pu vivre. Elles sont constamment sous la protection des travailleurs.

Félix : La différence qu'il y a eu entre une radio comme la nôtre et celles qui existaient avant, c'est qu'au départ, on n'était pas des gens de radio, ou qui s'intéressent à la radio. C'est venu parce qu'il y avait un problème d'emploi qui nous concernait tous ici, qui concernait toute la population. La radio est née pour ça ; bien souvent les radios libres qui se créent le font à partir d'un besoin d'expression.

Marcel : Ce qui est marrant, c'est que ces radios qui ne sont pas nées d'un besoin d'expression ont finalement révélé ce besoin potentiel qui existe chez les gens, bien plus profondément que toutes les autres. Je crois que même s'ils arrivaient à nous faire arrêter, ils auraient du mal à le faire disparaître.

Jacques : Par exemple, il y a un phénomène intéressant qui s'est produit : tous les jours, on passe beaucoup de disques ; et puis un jour, on a passé *«le chiffon rouge»* de Fugain. Personne ne le connaissait et d'un seul coup, on a eu des tas de coups de fil pour réclamer cette chanson, et c'est devenu un peu l'hymne de sidérurgistes. Il y a deux vers dans cette chanson qui sont révélateurs de cette appropriation par les gens. C'est quand il est dit : *«Toi que l'on faisait taire, toi qui ne comptais pas»*. Les gens se sont retrouvés en masse là-dessus.

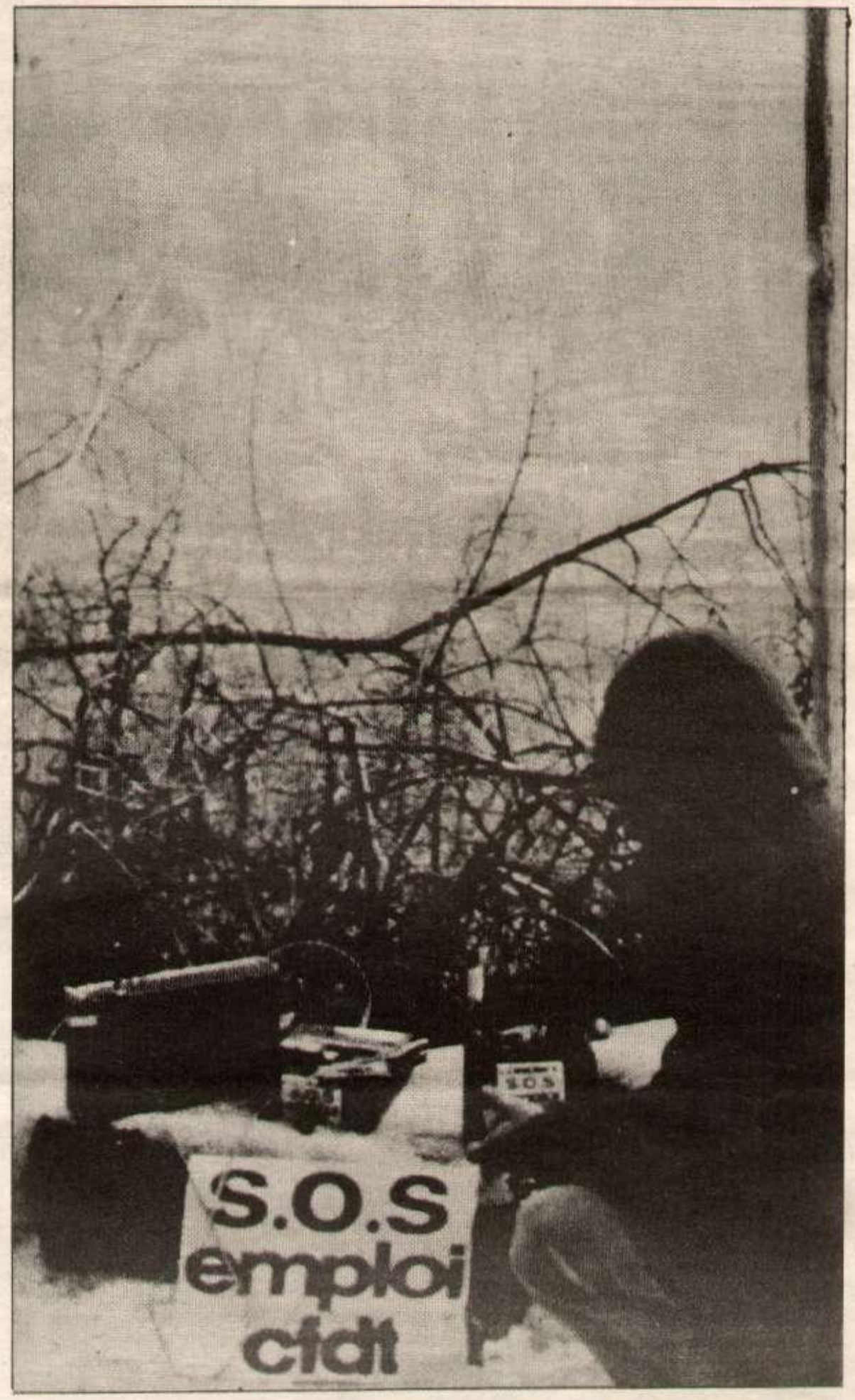
Felix : Il y a un double volet au phénomène radio. Le premier, c'est ce qu'on vient de discuter, ce besoin d'expression des gens et puis après il y a un désir de créer quelque chose. Il y a des gens qui font des poèmes, d'autres qui découvrent des chansons, d'autres en écrivent et viennent les chanter. Toutes ces choses, les gens ne les auraient pas faites en temps, disons, ordinaire.

Jacques : Nous, on a eu l'exemple d'une femme de ménage qui écrivait des poèmes ; depuis trente ans, comme ça, dans son coin, toute seule. Un jour en nous écoutant, elle a entendu des gens qui venaient dire leurs poèmes sur la radio. Alors, elle est venue, très timidement.

Marcel : Oui, je me souviens. Elle a d'abord voulu qu'on les dise. Et puis un jour, on lui a dit : Allez, assieds-toi et dis-les toi-même.

Félix : C'est un phénomène qui joue également au niveau associatif : il y a de nombreuses associations sur une localité qui vivent souvent sur elles-mêmes. Les radios sont un excellent moyen pour les aider à se retrouver, à se faire connaître, à se développer.

Marcel : Moi je trouve que c'est fantastique ce qui s'est passé ici : tu as une classe ouvrière qu'on fait taire depuis toujours. Comme dit la chanson : travaille ou chôme quand le patron le décide, et surtout ferme-la. On a des radios, des télés à ne plus savoir qu'en faire, et ces gens-là ne s'y expriment jamais. De temps en temps, leurs représentants dont on fait à ce moment-là des personnages de radio ou de télévision ont le droit de s'exprimer ; et encore, au compte-goutte. Ces gens-là qui sont écartés de toute vie culturelle, de toute formation, qui sont écartés de tout finalement ; tout d'un coup, ils ont des radios dans les mains. Que font-ils ? Ils comprennent tout de suite que ce n'est pas comme ça que ça doit marcher, ils mettent en œuvre une conception complètement différente : droit de réponse, tout le monde a le droit de parler, d'accord ou pas d'accord avec le syndicat. Moi, je trouve cette classe ouvrière formidable.



Aux premiers temps de Radio SOS Emploi, les émissions à l'extérieur

Félix : Je crois aussi qu'on a fait une autre démonstration avec ces deux radios. On a remis en cause un système oppressif au niveau de l'expression qui fait que les gens consomment de la radio comme ils consomment un autre produit ; on les a habitués à être toujours du même côté du haut-parleur. Nous, on a fait l'inverse, on les a mis du côté du micro.

▶ **C'est quand même le rapport à la lutte qui fait la raison d'être de vos radios. Et réciproquement, sans la lutte, elles n'auraient pas connu ce dynamisme, elles n'auraient pas eu cet impact.**

Jacques: C'est évident. L'implantation de LCA n'a été possible que parce qu'il y avait cette situation de lutte. Et puis aussi, cela a permis une facilité d'expression. Mais au fond du problème, même si on n'est pas dans une situation de lutte, il y a un énorme besoin d'expression chez les gens.

Félix: Nous à SOS Emploi, on l'a toujours dit et ça reste vrai: pour nous, c'est la priorité à la lutte ; notre radio, on a toujours essayé d'en faire un outil de lutte. Elle est donc liée au contexte social qui existe à Longwy. Mais on s'est rendu compte aussi qu'on ne pouvait se contenter de faire un chant de revendications. Il fallait aussi découvrir des tas d'autres aspects qui font défaut dans la vie des travailleurs.

▶ **Les radios ont-elles leur rôle à jouer pour l'unité ? L'unité des travailleurs, l'unité entre les syndicats, entre les travailleurs et la population... l'unité pour la lutte en fin de compte.**

Marcel: Une chose doit être bien comprise : les radios peuvent aider les luttes ; elles ne peuvent les remplacer. Quand il n'y a pas de lutte, il y a du creux dans la radio, ça se sent. De la même manière, les radios peuvent aider à l'unité, elles ne peuvent la faire elles-mêmes. Justement, ce soir, on a notre première émission commune *. On en parle depuis un mois ;

c'est Félix qui avait commencé à nous en parler, on y a réfléchi et puis voilà, on se lance. S'il y a volonté d'unité entre CGT et CFDT, ça va s'entendre devant des milliers de gens, ça peut accélérer les choses. De toute façon, ça ne peut être que positif.

Félix : On ne va pas refaire ce soir le mouvement syndical. Il y a des pratiques différentes, des divergences au niveau national, des histoires différentes... Mais quand même, on peut aider à faire avancer les choses. Je pense que la radio peut jouer son rôle à ce niveau-là.

▶ **Etre à la fois une radio ouverte à tout le monde, dans laquelle chacun peut donner son point de vue et être en même temps la radio d'une organisation syndicale comme c'est le cas pour les vôtres, cela ne doit pas toujours être facile à articuler. Quels problèmes cela vous pose ?**

Jacques : Nous, quand on nous a demandé de participer à cette radio, on a expliqué clairement notre point de vue : ou on fait une véritable radio-libre, ouverte à tous, ou on n'y participe pas. Il ne faut pas se le cacher : on a été surpris en arrivant ici de rencontrer la même volonté.

Marcel : Une radio, c'est comme une porte ; c'est ouvert ou c'est fermé, mais ce n'est pas entrebaillé. Quelqu'un donne son point de vue ; il n'est pas d'accord, on en discute. Et alors, quel problème ça pose? C'est vrai qu'il y a des gars qui pensent qu'il ne faudrait pas faire ça ; il y a des grincements de dents ; mais ce n'est pas très important.

Tu comprends, la presse c'est différent. C'est normal que chaque organisation ait ses journaux qui donnent ses analyses, ses points de vue, ses mots d'ordre; c'est nécessaire. Mais les ondes, c'est autre chose. C'est peut-être un peu idéaliste ce que je dis là; mais enfin, on ne met pas des barbelés autour des ondes, il n'y a pas d'histoire! C'est contradictoire, ça ne peut pas marcher. Dailleurs, ça ne marche dans aucun pays du monde. C'est vrai que les gens, par exemple en France, écoutent quand même la radio, regardent quand même la télé. Mais c'est par routine, parce qu'on les prend par le bas. Et puis, ils n'ont pas le choix, ils s'ennuient tellement. Mais en tout cas, il ne peut y avoir une mobilisation de l'esprit des gens dans ces conditions. A mon avis, le plus petit manque de liberté est contradictoire avec un moyen de communication comme la radio. Ce doit être un outil de démocratie, de liberté.

Actuellement, ils sont parvenus à faire des radios des moyens pour empêcher la communication ; ils sont très forts. Cela dit, ils ne sont pas les seuls. Dans certains pays socialistes, il y a une utilisation des radios et télés qui est tout aussi aberrante, et d'ailleurs tout aussi inefficace sur le plan de la communication, sinon sur celui de la propagande.

Félix : on a créé un précédent avec nos deux radios à Longwy. Maintenant, on n'a pas théorisé là-dessus. Les bases sur lesquelles peuvent se développer les radios-libres restent à définir. Il n'en reste pas moins qu'à Longwy par exemple, il y a deux radios, une CFDT et une CGT. Le problème de la légalisation, c'est aussi à réfléchir. Est-ce qu'il faut une radio locale, une radio municipale ; ça doit être quoi une radio libre? Il y a une voie à définir, à chercher. Ce n'est peut-être pas nécessaire d'envelopper la radio libre dans un schéma bien déterminé non plus.

Marcel : Nous, on n'a pas tellement réfléchi là-dessus, car on s'est jeté là-dedans poussés par la nécessité. On sait ce qui fait qu'une radio est libre et ce qui fait qu'elle ne l'est pas. On est persuadé de remplir un rôle de service public qui n'est pas rempli actuellement. Quant à la suite, on vit au jour le jour. Ce qu'on sait, c'est que la revendication, disons de libre parole à la télé et sur les radios est une revendication qui est en train de naître et avec laquelle il faudra compter dans l'avenir.

Jacques: En tout cas, on hésite un peu sur le point de savoir quel mode de gestion il faut pour les radios libres, quelle définition institutionnelle il faut leur trouver. Est-ce qu'il faut un conseil d'administration qui serait composé d'élus, de représentants d'associations... même ça ne garantit pas la liberté d'expression.

La seule garantie finalement, c'est que la population intervienne directement, qu'elle soit associée étroitement. Le principe de base pour ce type de radio - je crois qu'on peut tous être d'accord là-dessus - c'est que ce soit une radio complètement ouverte. A partir de là, on peut définir un mode de gestion basé sur ce principe.

▶ **Sur ces bases, pourquoi y a-t-il deux radios à Longwy ? Quelles conditions faudrait-il remplir pour n'en faire qu'une ?**

Félix : Oui, c'est une question à la fois intéressante et épineuse. C'est quoi la situation? Nous, on a notre radio avec les petits moyens de la CFDT locale. A côté, il y a une autre expérience. En fait, on poursuit des buts qui sont très voisins avec des conceptions très voisines. On le voit bien dans le petit débat qu'on vient d'avoir. Mais on a tout de même des différences; par exemple les moyens techniques. De ce point de vue, LCA bénéficie de l'intervention de la confédération que nous, nous n'avons pas. Alors comment composer tout ça? En tout cas, nous, on est décidé à continuer l'expérience. Après ce qu'on vient de dire, ce ne serait pas logique d'arrêter.

Marcel : Qu'est-ce qui est souhaitable? Avoir une radio qui regroupe largement, non seulement les deux syndicats mais aussi d'autres associations, ce qui permettrait notamment d'avoir un financement meilleur? Ou bien faut-il garder chacun sa radio? Ce qui est sûr, c'est qu'il va y avoir, sans doute à la rentrée, un débat là-dessus. Et finalement ce n'est pas à nous de trancher.

Jacques : Je pense qu'il peut y avoir à Longwy deux radios comme c'est le cas aujourd'hui, avec des sensibilités différentes, de nombreuses convergences et qui coexistent en se complétant. Je ne sais pas si on peut déboucher à Longwy sur quelque chose de définitif tant qu'on n'a pas débouché au plan national. Et il faut faire goûter de cette expérience aux gens; il faut qu'ils se rendent compte de ce que c'est, si on veut qu'ils prennent ça en charge comme ici. Je serais plutôt pour développer de multiples expériences en France, pour ensuite entrer dans la phase d'une définition plus précise du statut des radios libres. Peut-être qu'à ce moment, on décidera de faire une radio à Longwy avec nous trois autour de la table...

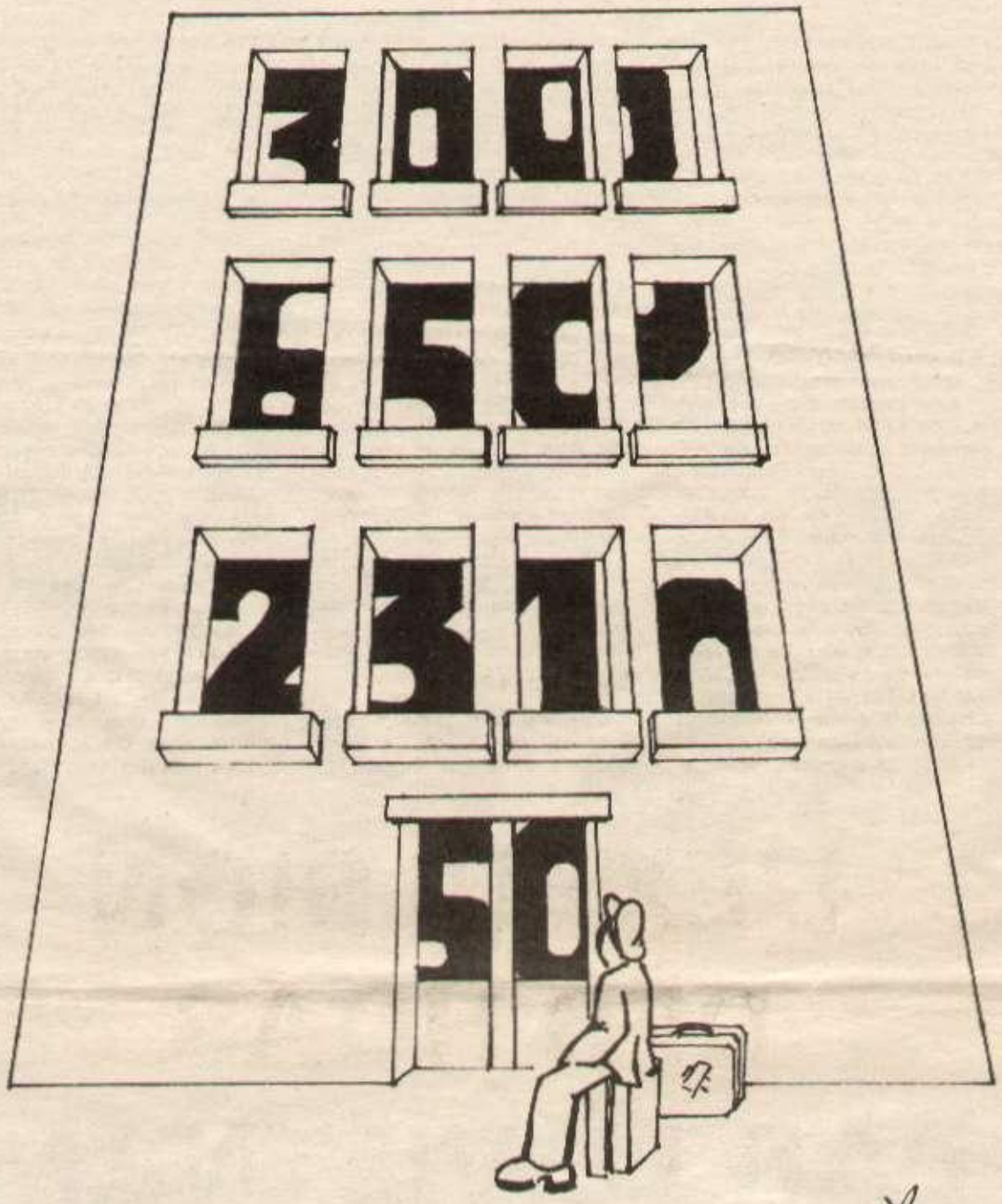
Marcel : Je crois qu'il y a ici une situation particulièrement intéressante. On est accueilli par une municipalité qui met des facilités à notre disposition. Eh bien, le maire, il faut pratiquement le supplier pour qu'il vienne parler à la radio, c'est inouï ; le maire, tous les élus... Alors, je pense que les gens ici sont prêts à l'organisation de radios locales qui pourraient obtenir une espèce de financement des collectivités locales sans être contrôlées par elles; à mon avis, c'est le seul avenir possible. C'est pour cela que je n'aime pas du tout le terme de radio municipale ; parce que ça, c'est le bulletin du maire, et c'est la catastrophe , ça ne marchera jamais. Si on a des collectivités locales qui sont assez intelligentes pour comprendre qu'elles doivent faire cet effort financier sans contrôler le contenu, simplement avec la possibilité d'intervenir quand elles ont des choses à dire, il me semble qu'il y a des chances pour qu'on arrive à une formule qui sera difficile à mettre au point - mais la démocratie c'est toujours plus difficile que l'autoritarisme - mais qui serait viable. Je crois qu'on a des conditions et des possibilités ici qu'on n'aurait pas ailleurs pour mettre au point une expérience un peu exemplaire qui pourrait faire des adeptes ailleurs.

Félix : Vraiment je n'ajouterais rien à ce que vient de dire Marcel. Pour ma part, c'est la communauté de vues complète avec les bases qu'il vient de proposer.

■

Dans le studio de Radio LCA on fête la libération de Roger Marin

(*) : *Il s'agit de l'émission organisée en commun par les deux radios le 11 juin. Toute la soirée de cette grande première a été consacrée à un débat entre des responsables syndicaux CGT et CFDT ayant pour thème la situation à Longwy et les perspectives de lutte.*



Loyers

LA REFORME BARRE DU LOGEMENT EN QUESTION

«Monsieur, nous avons l'honneur de vous informer qu'en application des nouvelles dispositions légales, et à partir du 1er juillet 1979, votre loyer sera majoré de 100 F, 200 F, 400 F...» Beaucoup d'entre nous ont reçu depuis quelque temps une lettre identique à celle-ci. Chaque année, à cette même époque, nous avions l'habitude de ce genre de mauvaise nouvelle, mais cette année, les bornes sont dépassées.

DANS les HLM, la suppression de l'aide à la pierre (des prêts à longue durée et taux avantageux) et son remplacement par l'aide à la personne (une APL distribuée encore plus chichement que l'ancienne allocation-logement) entraîne des hausses de 30 à 40 % des loyers. Dans le secteur dit libre, les loyers sont, depuis le 1er juillet, vraiment libres. Ne parlons même pas du secteur réglementé par la loi de 48 qui, grâce à la bienveillance du gouvernement Giscard pour les propriétaires, se réduit d'année en année à une peau de chagrin.

Tout cela va dans le même sens, voulu depuis des années par Raymond Barre : transformer notre logement en une marchandise comme une autre soumise à la loi de la libre concurrence. Donc plus de logements sociaux artificiellement aidés par des subventions gouvernementales, plus de limitation imposée à l'appétit des propriétaires. Tout juste, pour les familles les plus défavorisées, une APL versée directement au propriétaire et qui n'aura pour principal effet que celui de réduire un peu le nombre de loyers impayés.

Mais la réforme Barre du logement n'a rien d'inéluctable. Déjà, il a été contraint à d'importants reculs. L'APL, qui devait être généralisée cette année, ne le sera pas avant au moins trois ans. Le plafond au-dessus duquel un locataire n'a plus droit à l'APL a été relevé d'environ 1 000 F (il passe de 4 540 F à 5 450 F par mois pour une famille sans enfant payant 800 F de loyer). Barre a été obligé de négocier avec les représentants une convention selon laquelle ils s'engagent à ne pas dépasser la hausse du coût construction de l'INSEE (environ 11 % cette année) pour les locataires qui restent dans leur logement (mais rien n'est prévu en cas de changement de locataire).

Si Barre a été contraint à ces reculs, ce n'est pas par une soudaine philanthropie, mais avant tout par crainte de violentes réactions populaires ; dans une période où les travailleurs sont déjà durement frappés par le chômage, il a hésité à rajouter, en appliquant intégralement sa réforme du logement, la goutte d'eau qui aurait fait déborder le vase. Il en avait d'ailleurs été averti par des interlocuteurs directement concernés par cette réforme, les dirigeants d'organismes HLM. Ceux-ci, lors de leur dernier congrès, début juin, avaient émis quelques critiques contre cette réforme qui supprime leur monopole sur le «logement social» et tous les avantages, électoraux ou autres, liés à ce monopole. Bien faible opposition à une réforme qu'ils avaient eux-même réclamées quelques années auparavant.

C'est donc dans les cités et dans les quartiers que se joue l'avenir de la réforme Barre, dans la lutte contre les hausses de loyer. Mais aussi dans la lutte contre le chômage et les disparitions d'emploi. En effet, chaque usine fermée dans un quartier, c'est à plus ou moins long terme l'arrivée des bulldozers et des promoteurs privés, la construction d'appartements de grand standing avec de dramatiques conséquences pour les travailleurs du quartier : disparition des commerces bon marché, ségrégation dans les écoles et une hausse vertigineuse de tous les loyers du quartier en application directe du plan Barre. Ce sinistre engrenage peut être bloqué. ■

CONTRE L'APL

Jusqu'à présent, l'APL n'a encore été appliquée qu'à titre expérimental : fin 1978, 2 645 locataires HLM seulement en «bénéficiaient», si l'ont peut dire. Evidemment, les immeubles choisis pour ces expériences ont été bien choisis, pour qu'il y ait le minimum de réaction de la part des locataires : ce sont des immeubles dans lesquels le remplacement de l'allocation-logement par l'APL est avantageuse pour le maximum de locataires. Cela explique qu'il y a encore peu de luttes contre l'APL.

Malgré toutes ces précautions, il y a eu des bavures. Ainsi à Vaulx-en-Velin, près de Lyon, 130 logements ont été conventionnés par la Semcoda ; cela a eu pour conséquence des hausses de loyer parfois supérieures à 40 %, une augmentation de la caution qui est passée de 400 F à 1 100 F, l'institution d'amendes en cas de retard de paiement. Depuis le 1er janvier, 55 familles refusent de payer l'augmentation du loyer et des charges et exigent l'arrêt des hausses et la non-application de l'APL aux locataires qui ne le désirent pas. A Grande-Synthe, près de Dunkerque, c'est depuis un an que les locataires des groupes U-V-W ont engagé la lutte contre l'APL. Des exemples à suivre.

CONTRE LA LIBERATION DES LOYERS

Contre les propriétaires privés, la lutte est bien plus difficile que dans les HLM. En effet, les locataires sont souvent isolés, parfois face à plusieurs propriétaires différents dans une même cage d'escalier.

La plupart des actions ont pour objet de faire respecter la loi de 1948 à des propriétaires qui tentent abusivement d'en soustraire les logements, en imposant au locataire des baux de 6 ans, ou en prétextant des travaux d'amélioration notoirement insuffisants. Mais la plupart du temps ce sont des actions judiciaires qui durent des années, cantonnées dans l'atmosphère paisible des cabinets d'avocats.

Là encore, la solidarité entre locataires permet de donner plus de poids à ces actions. C'est ainsi que les habitants du quartier de l'Alma-gare, à Roubaix, unis depuis plusieurs années pour la défense de leur quartier, sont arrivés dans de nombreux cas à imposer le respect de la loi de 1948. Ou encore, comme à Grenoble, c'est une association de défense, la CSCV, qui a imposé à plusieurs agences la signature d'un protocole d'accord assurant aux locataires des garanties concernant le loyer et le maintien dans les lieux.

Un aspect du problème des réfugiés

L'EXPULSION DES HOAS PAR LE VIETNAM

les ressortissants chinois au Vietnam, les Hoas, constituent une des principale catégories de réfugiés chassés du Vietnam par la politique du gouvernement vietnamien. Présents au Vietnam depuis des générations, les Hoas ont joué un rôle actif dans la lutte de libération nationale et la construction du socialisme au Nord. Le revirement des autorités vietnamiennes à leur égard prouve l'inquiétante évolution du régime vietnamien actuel.

L'existence de plus d'un million de Chinois au Vietnam n'a pas, dans le passé, constitué un grave problème. Au contraire, correctement traitée, cette situation a représenté un facteur favorable aux luttes populaires au Vietnam.

« Renforcer l'union des nationalités, réaliser l'égalité et l'entraide entre les nationalités », voilà ce qu'indiquait le programme politique adopté en 1967 par le Front National de Libération du Sud-Vietnam. Cela traduisait la volonté d'unir toutes les forces anti-impérialistes pour le salut national. Celà traduisait la juste politique d'alors dans la résolution des différences, des contradictions au sein du peuple. Le programme du FNL accordait aux minorités nationales un certain nombre de droits spécifiques : *« Les minorités nationales ont le droit d'utiliser leur langue et leur écriture pour développer leur culture et leur art nationaux »*. Cette politique a permis une large mobilisation de ces minorités nationales tout au long de la guerre de libération nationale.

La situation des Hoas est spécifique. Minorité nationale par le fait que les Hoas sont de culture chinoise, les ressortissants chinois sont en même temps des étrangers puisqu'ils gardent leur nationalité chinoise, du moins pour un certain nombre. Mais la politique des dirigeants du peuple vietnamien est alors inspirée du même objectif que vis à vis des minorités nationales : réaliser l'unité du peuple.

Le programme du FNL déclarait : *« Combattre résolument et liquider toute politique des impérialistes américains et leurs agents visant à semer la division entre les vietnamiens et les ressortissants chinois, à opprimer et exploiter ces derniers et à les assimiler de force»* (Etudes vietnamiennes n° 18, p. 406). Alors, les dirigeants vietnamiens du Nord comme du Sud considéraient que ces ressortissants chinois étaient dans leur quasi-totalité partie intégrante du camp de la Révolution : parce qu'ils étaient comme les autres couches populaires victimes de l'oppression et de l'exploitation de l'impérialisme étranger et du régime fantoche et parce qu'ils prenaient une part active dans la lutte.

A titre de témoignage, voici ce qu'écrivait «Etudes vietnamiennes» n° 18 (revue publiée à Hanoï) en 1968 : *« La colonie chinoise totalise environ un million de personnes vivant surtout du commerce dans la région de Cholon. L'administration US-Diem a éxercé sur elle un contrôle serré. Elle interdit aux ressortissants chinois onze métiers et les oblige à s'enrôler dans l'armée fantoche. Elle espérait que ceux-ci, frappés dans leur économie, adopteraient la nationalité vietnamienne ou quitteraient le Vietnam. Elle n'a réussi qu'à déchaîner une violente vague d'indignation »* (p. 51).

Le rôle de Hoas au Sud-Vietnam

Au Sud-Vietnam, la plupart des Hoas étaient des petits commerçants et à ce titre faisaient partie de la petite bourgeoisie. Or dans une étude publiée en 1966 par Giap, sur les caractéristiques essentielles de la guerre de Libération du Sud-Vietnam, la petite bourgeoisie était considérée comme un *«allié sûr de la classe ouvrière»*, comme *«une des forces motrices de la Révolution»*. Ce point de vue partait des faits. Les Hoas, nombreux à Cholon, 5e arrondissement de Saïgon, s'étaient massivement mobilisés et organisés dès l'époque de la résistance contre les colonialistes français. La délégation du CC du PCRml qui s'est rendue récemment en Chine à l'invitation du PCC a rencontré des Hoas expulsés du Vietnam. Un d'entre eux venait justement de Cholon. Membre du Parti vietnamien, il a contribué, pendant les deux guerres de Résistance, à l'organisation des Hoas dans son arrondissement pour réaliser une large participation à la lutte. Et cet effort d'organisation des Hoas se traduit avec éclat dans les faits. Par exemple, lors de l'offensive généralisée lancée par les forces patriotiques en mai-juin 68, Cholon devient très vite une place forte du FNL. Dès les premiers jours, les américains subissent de très durs coups à Cholon. Le 31 mai, *« les couleurs du FNL flottent sur le bureau central des postes de Cholon »* (E. V. n° 22, p. 153). Le 3 juin : *« plus de la moitié de Cholon est sous le contrôle des Forces Armées Populaires de Libération et des insurgés »* (p. 157).

Comme nous le disait ce Hoa : *« Les ressortissants chinois ont soutenu la révolution vietnamienne de toutes leurs forces et leurs biens »*.

Il rapportait aussi une anecdote significative : *« Le Duan* (actuel premier ministre) *était resté au Sud après les accords de Genève en 1954. Pourchassé par le gouvernement réactionnaire, Le Duan a été sauvé par des Hoas en 1955 ou 1956 qui l'ont nourri, lui ont procuré un certificat d'identité et ont organisé son départ pour le Cambodge »*.

Tout cela prouve l'importante contribution apportée par les Hoas à la lutte de libération dans le Sud.

Dans le Nord

Mais les Hoas ont également joué un rôle positif au Nord, dans la première Résistance (contre le colonialisme français) comme dans l'édification du socialisme dans le Nord après 1954.

Une publication vietnamienne était encore obligée de reconnaître : *« Durant plus de vingt ans écoulés au Nord du Vietnam, les Hoas ont participé à la lutte contre les agresseurs américains pour le salut national et à l'édification du socialisme »* (Bulletin du Vietnam, 15 mai 78, p. 2).

Moins nombreux que dans le Sud, les Hoas du Nord-Vietnam étaient surtout des ouvriers qualifiés. Ils étaient par exemple la main d'œuvre principale dans les mines de charbon (mines de Hongai). Leur rôle essentiel est attesté par un fait : depuis l'expulsion massive des Hoas du Nord-Vietnam, l'exploitation des mines de charbon est quasiment arrêtée. D'autre part, les dockers de Haïphong étaient essentiellement des Hoas.

Les Hoas étaient nombreux dans l'armée populaire et ils se sont engagés massivement lors de la guerre contre l'impérialisme US. Un autre réfugié Hoa rencontré lors de la visite en Chine rappelait que les dockers de Haïphong ont continué à travailler sous les bombardements US pour assurer le déchargement du matériel et des produits nécessaires à la poursuite de la résistance contre l'impérialisme US. De même, des équipes constituées de Hoas ont été utilisées au Nord-Vietnam à Langson, pour assurer l'acheminement - dans les pires difficultés dues aux bombardements US - du matériel fourni par la Chine au titre de l'aide à la lutte du peuple vietnamien.

Ces quelques faits prouvent à quel point les ressortissants chinois au Vietnam, dans leur grande masse, ont constitué une composante importante de l'héroïque lutte de libération du peuple vietnamien. Dans ces conditions, comment s'expliquent les départs massifs de Hoas du Vietnam qui fournissent une part importante des contingents de réfugiés ?

La campagne chauvine du gouvernement vietnamien

Progressivement, et surtout depuis 1977, les autorités de Hanoï ont développé une vaste campagne antichinoise. Par exemple, à la télévision, de nombreuses émissions «historiques» sont diffusées sur les invasions du Vietnam par les troupes impériales chinoises au cours de l'histoire. Confondant volontairement les dynasties féodales de la Chine ancienne et la Chine socialiste, les dirigeants vietnamiens tentent ainsi de ternir l'image favorable dont jouit la Chine auprès du peuple vietnamien, tentent de développer un chauvinisme antichinois. Dans le même temps, la radio et la télévision diffusent de nombreuses émissions de propagande en faveur de l'URSS. Mais assez largement, le peuple vietnamien reste attaché à la Chine.

Un exemple nous a été donné par les réfugiés Hoas. En octobre 1977 se tenaient au Vietnam simultanément 2 expositions : l'une sur la Chine, l'autre sur l'URSS. Celle sur la Chine, organisée par l'ambassade de Chine, portait sur les exemples socialistes de Taking et de Tatchaï. Elle connut une très grande affluence alors que celle organisée par l'URSS fut boudée par le public vietnamien, si bien que les autorités vietnamiennes durent organiser des ramassages en camions dans les usines, les écoles, l'armée, pour assurer une présence minimum à cette exposition...

Pour dresser la population vietnamienne contre la Chine, les autorités prétendirent que les difficultés d'approvisionnement en riz de la population étaient dues au fait que la Chine aurait exigé le remboursement des aides en céréales accordées précédemment. Cela était faux. Mais, par contre, la militarisation de l'économie vietnamienne due à sa politique expansionniste en Indochine, à ses provocations vis-à-vis de la Chine était la véritable cause de ces difficultés d'approvisionnement.

A cette campagne chauvine antichinoise s'ajoutent des mesures directement tournées contre les Hoas.

Des attaques directes contre les Hoas

En 1955, par consultations entre les partis chinois et vietnamien, avaient été fixés d'un commun accord les principes régissant la question de la nationalité des Hoas : pas de double nationalité, mais encouragement à l'adoption de la nationalité vietnamienne pour les Hoas. Cette naturalisation ne devait en aucune manière résulter d'une quelconque contrainte, mais exprimer le libre consentement de chacun. En août 56, puis en avril 57, le régime de Diem avait promulgué des décrets pour imposer aux Hoas l'adoption de la nationalité vietnamienne. Le gouvernement chinois avait alors protesté et avait reçu le soutien de la RDV : un article du journal du parti vietnamien disait : *«La clique Ngo Dinh Diem est l'ennemi commun des Vietnamiens et des ressortissants chinois.»* (Nhan Dan 24 mai 1957). Huit ans plus tard, le FNL déclarait dans une «Lettre adressée aux ressortissants chinois frères et sœurs résidant au Sud Vietnam» : *«Les ressortissants chinois ont le droit de choisir librement leur nationalité»* (24 mai 1965). Le FNL af-

Suite page 14

Carnet de voyage en République Populaire de Chine

Une délégation du Comité Central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste s'est rendue récement en Chine. Voici des extraits de son carnet de voyage.

En route vers Paice

Nous partons de Nanning vers Paice, un gros bourg de 60 000 habitants situé plus à l'Ouest – 250 kilomètres par la route. Le relief de cette région frontalière du Vietnam est très particulier : des montagnes en «pains de sucre» surgissent au milieu des rizières, leur sommet se perd souvent dans le brouillard et la pluie qui sont abondants. La route que nous suivons est droite pendant de nombreux kilomètres avant de traverser une zone montagneuse. De chaque côté de cette route, des centaines de petits champs au niveau de terrain inégal, afin que l'eau qui s'écoule puisse toujours baigner la terre. Au fil des kilomètres, nous pouvons observer les différentes phases de la culture du riz. Ici, on laboure les champs. Pendant des heures, la terre est retournée à la charrue et souvent la file des bœufs guidés par les paysans forme un étrange convoi qui tourne en rond soigneusement au milieu des rizières. Un peu plus loin, après avoir labouré on nivelle le terrain à l'aide d'une grande planche tirée par un bœuf.

Dans d'autres parcelles, des dizaines de paysans s'affairent : le riz a d'abord été planté de façon serrée, quand il a commencé à pousser, il faut l'arracher et le repiquer brin par brin, de façon espacée ; tout ce travail se fait à la main.

Certaines zones sont très difficiles à mettre en valeur, en raison du relief, mais ici comme dans toute la Chine c'est avec un soin méticuleux qu'on cultive chaque mètre carré de terre. Sur la route, nous croisons de nombreux camions et des petits motoculteurs de fabrication chinoise traînent une remorque. Ceux-ci sont de plus en plus nombreux dans les régions de Chine, mais les charettes traînées par les mulets ou des chevaux dominent encore, et les hommes et les femmes portant des palanches ne sont pas rares. Cette région rurale de l'extrême sud de la Chine est encore relativement arriérée. Le travail y est accompli pour l'essentiel avec la force animale et humaine. On ne peut donc se faire une idée exacte de l'agriculture chinoise uniquement à partir de cette région, mais en route vers Paice, en regardant ces paysans au travail dans les rizières, la nécessité des quatre modernisations socialistes apparaît avec force, et on saisit plus concrètement en quoi elles correspondent aux aspirations profondes du peuple chinois.

Après avoir traversé la zone des rizières, la route est en lacets et grimpe pendant plusieurs kilomètres. Dans les champs, de temps en temps, nous voyons quelques pièces d'artillerie et parfois des avions dissimulés sous les arbres. A plusieurs reprises, nous croisons des camions de l'APL avec leur camouflage anti-aérien. Les enfants au bord de la route font des signes amicaux aux soldats qui leur rendent joyeusement leur salut. Il y a peu de temps encore, la contre-attaque chinoise contre le Vietnam s'est terminée victorieusement et, dans cette région comme dans toute la Chine, on fête les combattants et les héros de l'armée populaire. La région que nous traversons a joué un rôle décisif dans cette contre-attaque. Toute la population, la milice de la région, ont été mobilisées en étroite liaison avec les soldats de l'APL. Les paysans ont participé activement à la production pour soutenir et ravitailler les troupes, construit des chemins pour que les tanks puissent passer... Toutes les conversations que nous avons eues nous l'ont amplement confirmé : la population est unanime dans son soutien à la contre-attaque. C'est souvent avec une émotion bien réelle qu'on nous parle des liens passés avec le Vietnam : *«Parfois ici au Guangxi, nous nous sommes privés de céréales pour les donner à nos frères vietnamiens qui combattaient l'impérialisme»*, des hôpitaux, des écoles, des logements ont abrité des milliers de Vietnamiens...

La Chine a été le grand arrière du peuple vietnamien dans sa lutte contre l'impérialisme, cela prend toute sa signification concrète dans cette province du Guangxi.

Face aux provocations vietnamiennes que nous avons pu constater : paysans blessés ou tués, bétail tué, cultures saccagées, on comprend alors toute l'indignation et la colère du peuple chinois.

Dans les rues de Nanning

Nanning : plus de 500 000 habitants, capitale de la région autonome du Guangxi, dans l'extrême sud de la Chine. Chaque soir, on dirait que toute la ville descend dans la rue et l'on se fraie difficilement un chemin au milieu de la foule extrêmement dense.

Ce qui frappe tout d'abord, c'est l'impression de calme et de discipline décontractée et bon enfant, malgré les milliers de vélos, les autobus et les camions qui circulent, les milliers de promeneurs à pied sur les trottoirs et dans les petites rues, tout s'ordonne sans heurt et sans qu'on aie recours à un organisme spécial pour «maintenir l'ordre». Dans la rue, on se promène en famille, les enfants sur les porte-bagages ou portés à bras, on s'interpelle, on discute... on est loin de la foule anonyme des grandes villes capitalistes.

En plein centre de Nanning, des centaines et des centaines de vélos sont garés devant la «Maison des syndicats», centre culturel et de loisirs pour les travailleurs. Un peu plus loin, un grand parc où l'on vient flâner et se reposer. Quant aux théâtres et aux cinémas, chaque soir les salles sont pleines. Après la dictature dans le domaine culturel et artistique imposée pendant des années par la Bande des quatre, les programmes sont aujourd'hui beaucoup plus variés. Au théâtre, les pièces à thèmes révolutionnaires coexistent avec de l'opéra traditionnel. On donne aussi des spectacles de danse et de chant. Au cinéma, on a le choix entre plusieurs films : certains retracent des épisodes de la lutte du peuple chinois contre l'impérialisme japonais et le Kuomintang ; d'autres, plus actuels, racontent une histoire d'espionnage ; enfin on peut voir les films de Charlot, tels que «Les temps modernes»...

Les restaurants et les magasins sont nombreux. Ceux-ci restent ouverts assez tard dans la soirée et on vient y faire ses courses en famille. Au coin d'une rue, on découvre une bibliothèque pour enfants, sorte de petit magasin ouvert sur la rue ; pour une somme modique, les enfants peuvent venir emprunter des livres. Ils sont ainsi plusieurs dizaines sur des bancs en train de lire des bandes dessinées, sur le trottoir au milieu des passants...

En visitant une école secondaire de Shangaï

L'école secondaire que nous visitons est située dans un des quartiers ouvriers de Shangaï. Au début de la Libération, il n'y avait que deux écoles dans cet arrondissement. Aujourd'hui, il y en a 50 et, dans ce quartier de 80 000 habitants, il existe 9 lycées. Celui que nous visitons a été construit en 1951, actuellement 1 600 élèves et 140 employés et enseignants y travaillent. La priorité est donnée aux enfants d'ouvriers : 90 % des élèves sont d'origine ouvrière.

En pénétrant dans cette école, nous sommes tout d'abord surpris par la musique diffusée dans une classe, mais rapidement, nous comprenons à quoi elle sert : c'est la séance de massage d'un certain nombre de points d'acupuncture pour éviter la myopie : cette séance se fait en musique deux fois par jour.

Nous visitons ensuite différentes classes où ont lieu des cours d'anglais (dont l'étude se développe de manière importante aujourd'hui en Chine), de biologie, de chimie et de musique où les élèves chanteront en notre honneur un chant de la Commune de Paris : l'Insurgé. Dans cette école comme dans toutes les écoles en Chine, il existe un atelier de fabrication. Celui du lycée fabrique des produits chimiques et des médicaments et est inscrit dans le plan d'Etat. Trois ouvriers et un professeur y travaillent en permanence. Les élèves y viennent travailler à tour de rôle pendant deux semaines. En Chine aujourd'hui, le principe de la liaison du travail manuel et intellectuel est toujours appliqué. En plus du travail manuel dans cet atelier, les élèves font des travaux d'entretien et de nettoyage de l'école et vont effectuer également un stage à l'usine ou à la campagne...

Nous visitons également une petite salle dans laquelle sont installés différents instruments pour mesurer l'activité sismique. Après le tremblement de terre de Tien Sin, l'école a organisé un groupe de volontaires formé d'un professeur et de plusieurs élèves. Chaque jour, ceux-ci prennent diverses mesures dont ils fournissent les données aux experts de Shangaï, ceci afin de pouvoir faire face rapidement à tout tremblement de terre...

Après avoir longé une salle de ping-pong, traversé la cour où de nombreux élèves jouent au basket, nous nous dirigeons vers ce qui, de loin, ressemble à une sorte de bouche d'aération : en fait, il s'agit de l'entrée d'un abri anti-aérien.

Cet abri a été creusé par les élèves de l'école à 7 mètres de profondeur et construit par les ouvriers du quartier. Il a une surface de plus de 1 000 mètres carrés et peut abriter toutes les personnes du lycée. Nous descendons des escaliers pour atteindre une salle spacieuse et bien éclairée par des lampadaires. Les murs sont peints et, tout autour de la salle, sont disposés des bancs. Il y fait frais en été et chaud en hiver. Aujourd'hui, cette grande salle sert aux activités sportives et culturelles de l'école. Cet abri anti-aérien est relié par une sorte de sas aux autres souterrains du quartier. Ainsi, dans toute la ville de Shangaï comme dans les autres villes, il existe un vaste réseau de souterrains où la population peut venir se réfugier en cas d'attaque aérienne ou atomique contre la Chine...

SUITE DE LA PAGE 11

firmait également que : *«Tous les décrets et toutes les mesures concernant les ressortissants chinois pris par le régime américano-fantoche sont abrogés».*

On voit donc clairement sur quelle base existait l'accord entre les deux pays sur la nationalité des Hoas.

Or progressivement, à partir de 1976, les autorités vietnamiennes ont modifié leur attitude. En février 1976, lors d'un recensement, les Hoas du Sud Vietnam furent obligés d'indiquer la nationalité qui leur avait été attribuée de force par le régime Diem. Puis toutes sortes de pressions furent exercées sur les ressortissants chinois pour qu'ils adoptent la nationalité vietnamienne : discriminations, licenciements sous le moindre prétexte, notamment contre les fonctionnaires Hoas, éviction des Hoas des postes importants, dissolution des organisations de masse Hoas, limitation puis suppression de l'enseignement du chinois pour les Hoas.

Le faux prétexte de la transformation du commerce

En mars 1978, sous prétexte de la transformation du commerce, des décrets, tournés en fait principalement contre les Hoas du Sud Vietnam, sont pris par le gouvernement. Les biens des Hoas, tels que magasins, équipements... furent transférés en principe à l'Etat — mais bien souvent appropriés par les fonctionnaires corrompus. En échange, une petite somme d'argent était versée, mais sur la base de la valeur de ces biens il y a 10 ans. Comme, depuis, l'inflation a multiplié les prix par 30, c'est en réalité une confiscation. Et au bout du compte, les Hoas se trouvaient dépouillés de tout. Or, comme nous le disaient les Hoas expulsés, les commerçants Hoas n'étaient pas des capitalistes, mais des petits commerçants vendant des objets courants. Les capitalistes, la bourgeoisie bureaucratique et tous les exploiteurs du régime d'avant la Libération sont partis depuis longtemps à l'étranger avec toute leur fortune. La socialisation du petit commerce dans un véritable pays socialiste ne repose pas sur la contrainte, l'expropriation, la confiscation mais sur l'organisation progressive des petits commerçants en coopératives, en groupements... Aussi la «transformation socialiste» du commerce est un mauvais prétexte des autorités vietnamiennes pour chasser les Hoas.

D'ailleurs, au Nord, les Hoas furent également victimes de discrimination. Privés d'emplois, voyant leurs rations alimentaires réduites ou même supprimées, de nombreux Hoas du Nord furent obligés de fuir en achetant leur départ auprès des fonctionnaires. Ils n'étaient pourtant pas des capitalistes puisque l'édification socialiste a été engagée en 1955. Pas plus que les paysans de la région-frontière avec la Chine qui, dès 1977, furent chassés au nom de la «purification ethnique».

En prévision de la résistance des commerçants Hoas face à ces mesures, les autorités vietnamiennes avaient fait arrêter de nombreux cadres Hoas qui, pourtant, s'étaient distingués dans la lutte de libération nationale.

Déportation dans les nouvelles zones économiques

Ainsi privés de leurs biens, les Hoas du Sud-Vietnam se sont vu imposer d'aller dans les «nouvelles zones économiques», c'est-à-dire des zones rurales à défricher dans les régions difficiles, au climat malsain, avec des terres incultes. A partir de juin 78, les autorités vietnamiennes déploient une vaste répression contre les Hoas qui refusent de partir sous la contrainte dans ces zones économiques. Armée et police sont mobilisées pour les conduire de force. Nombre de familles quittent leurs maisons pour échapper aux «rafles». Un décret prévoit que ceux qui les abritent risquent deux ans de prison. Dans les «zones économiques», les Hoas se trouvent avec des Vietnamiens chassés des villes par le chômage. Car les Hoas ne sont pas les seules victimes de la politique du gouvernement : c'est tout le peuple vietnamien — notamment au Sud — qui subit les conséquences de la grave situation économique résultant de la militarisation du Vietnam, les conséquences de la corruption des fonctionnaires — souvent venus du Nord. Nombreux sont ceux qui, après quelques semaines ou quelques mois, fuient les «zones économiques», retournant à Saïgon où ils vivent dans des conditions précaires. Cela alimente la délinquance, la prostitution, dont la recrudescence frappe tous les observateurs.

Mais cette politique du gouvernement vietnamien alimente surtout le flux des réfugiés qui fuient la situation de misère, de discrimination, de répression qui leur est imposée.

Une politique criminelle

La Chine a actuellement accueilli plus de 230 000 Hoas chassés du Vietnam par la campagne antichinoise comme par les mesures de discrimination et d'oppression dirigées contre les Hoas. D'autres — combien ? On ne le sait pas exactement — ont fui le Vietnam vers d'autres pays du Sud-Est asiatique et sont entassés dans de camps de réfugiés.

Cette politique traduit les graves contradictions qui se développent dans la société vietnamienne. Tournant le dos à une solution correcte des problèmes légués par le régime américano-fantoche, les autorités vietnamiennes conduisent leur pays vers une situation de plus en plus grave pour ce peuple, déjà éprouvé par plus de 30 ans de guerre. Et l'alliance étroite qu'elles ont nouée avec l'URSS ne peut que faire basculer davantage leur politique — tant intérieure qu'internationale — dans le camp de la contre-révolution et de la guerre. La campagne chauvine, hostile à la Chine populaire, qui tente de faire des Hoas des boucs émissaires, vise à cacher au peuple vietnamien la véritable cause de la crise que traverse la société vietnamienne : l'abandon de la voie socialiste.

Juin 78 : la première vague des Hoas expulsés du Vietnam arrive dans la province chinoise du Yunnan

«BRAS DE FER» USA-URSS

Les peuples ne veulent pas en faire les frais !

Par Jean-Paul GAY

Le Quotidien du Peuple - 15

EN annonçant fin juin la «mise à létude» d'une force militaire d'intervention de 110 000 hommes, destinée à des opérations dans le Tiers-Monde, partout où *«les intérêts américains sont en danger»*, le général Rogers, chef d'état major US, a traduit des préoccupations présentes au sein de la classe politique américaine concernant la situation des Etats-Unis dans le monde.

La volonté de Carter, à l'approche de la campagne présidentielle, de se dédouaner auprès de ceux qui lui reprochent sa «mollesse» sur la scène internationale, entre sans doute en ligne de compte dans la publicité donnée très officiellement à une mesure qui avait déjà été annoncée officieusement depuis plusieurs mois.

En tout cas, cela indique que la réévaluation de la politique américaine, telle qu'elle avait prévalu depuis le désengagement en Indochine et le départ de Nixon, est à l'ordre du jour des discussions qui se déroulent actuellement aux États-Unis. La menace d'une partie du Congrès américain de refuser de ratifier l'accord SALT II sur les armements nucléaires stratégiques, signé par Carter avec Brejnev, et qui sanctionne notamment la parité — au moins — obtenue par l'URSS dans ce domaine, est une autre manifestation du «durcissement» souhaité par un certain nombre d'hommes politiques américains.

Une «nouvelle doctrine»

Il y a quatre ans, l'impérialisme américain, sorti de son intervention contre les peuples d'Indochine, battu et profondément déconsidéré aux yeux de l'opinion mondiale, se voyait contraint de renoncer provisoirement à toute intervention militaire directe. D'autant que le scandale du Watergate qui suivit — avec l'étalage sur la place publique des méthodes de la CIA dans le monde — ne faisait que renforcer l'hostilité déjà grande de l'opinion américaine ainsi que l'opposition du Congrès à l'interventionnisme ouvert, systématique, des États-Unis.

Dès lors, pour tenter de maintenir ses positions dans le monde, l'impérialisme américain allait privilégier d'autres moyens, recourant à des pressions qu'autorisait sa puissance, notamment économique, misant sur des dictatures dont il attendait qu'elles servent de relais dans la défense de ses intérêts — qu'il ne pouvait plus assurer aussi ouvertement — tablant sur les craintes inspirées par les ambitions hégémoniques de plus en plus crûment exprimées par la superpuissance soviétique. Ne pas heurter le Tiers-Monde de front mais essayer de préserver les intérêts américains en se plaçant «dans le courant», tenter par ailleurs de contenir les ambitions de l'URSS, de délimiter la place qu'elle occupe, en l'intégrant mieux dans un réseau de relations et de négociations internationale (c'était le pari sur la «détente», vu côté américain) : ces idées se voulaient le corps d'une «nouvelle doctrine» devant permettre à l'impérialisme US de défendre ses ambitions, en tenant mieux compte des nouvelles circonstances.

Mais, aujourd'hui, les milieux impérialistes américains constatent que cette ligne de conduite ne leur a pas permis, jusqu'ici, de mettre un terme au recul des États-Unis, au plan mondial.

Nouveaux coups portés par les peuples

Dans l'ensemble, les positions des États-Unis ont continué de se dégrader sous l'effet des coups que continuaient à leur porter les peuples en lutte pour leur libération. A preuve, le recul enregistré en ce début d'année par les Etats-Unis en Iran : la chute de la dynastie Pahlevi, sous les coups de la lutte du peuple iranien, a signifié pour eux la perte d'un allié puissant dans la région, et, dans une certaine mesure, du contrôle d'une position d'intérêt stratégique — à proximité de l'URSS et du Golfe — fortement convoitée par les deux superpuissances. A preuve, l'impuissance des Etats-Unis, au Nicaragua, à empêcher que la lutte populaire, conduite par le Front sandiniste, n'aboutisse à la chute probable du dictateur Somoza, qu'ils avaient toujours soutenu. Dans cette affaire, les États-Unis se retrouvent même isolés par la plupart des pays de l'OEA, qui remettent en cause l'image de *«l'Amérique Latine «chasse gardée» de l'impérialisme US»*.

Impuissants à enrayer la lutte des peuples encore en butte à leur impérialisme, les États-Unis se sont trouvés, par ailleurs, dans une position de plus en plus défensive vis-à-vis de leur rival soviétique. La politique à laquelle les Américains étaient contraints, depuis 1975, et qui les a conduits à s'abstenir d'intervenir face à l'offensive du social-impérialisme soviétique en Asie et en Afrique, ne leur a pas permis de contenir celle-ci, dans les divers points où elle s'est manifestée.

L'interventionnisme soviétique...

L'annonce de la création de la force d'intervention américaine intervient aujourd'hui alors que l'URSS continue d'envoyer des milliers de ses «conseillers» en Indochine, en Afghanistan, en Afrique, ou ailleurs, sans compter ses mercenaires cubains, dont la présence sur le sol africain se chiffre par dizaines de milliers, alors qu'elle déploie toujours ses nouvelles unités de «marines» notamment dans le Pacifique, et développe la formation de ses propres forces d'intervention, prêtes à intervenir en n'importe quel point du globe. Ces dernières années, l'interventionnisme militaire direct de l'URSS contre les peuples s'est de plus en plus substitué à celui des États-Unis. L'URSS profitant du recul et du discrédit américains, a cherché à avancer ses pions partout dans le monde.

A cet égard, de nombreux faits qui se sont produits depuis un an sont tout à fait significatifs. Pour ne prendre que cette courte période, on a vu, de l'Asie du Sud-Est à la Corne de l'Afrique, l'URSS s'engager de plus en plus massivement et directement, dans des guerres locales. La localisation même de ces engagements dénote une volonté de peser de plus en plus fortement sur des zones vitales, soit en tant que sources, soit en tant que voies de passages, pour les approvisionnements énergétiques des pays du second monde, et particulièrement d'Europe occidentale, qui sont très dépendants, en ce domaine, de l'extérieur, c'est-à-dire du Tiers Monde. Le fait que l'état-major français étudie les conditions dans lesquelles la marine française pourrait intervenir sur la route du pétrole, est révélateur des préoccupations qui peuvent exister aujourd'hui à ce sujet, au sein d'une bourgeoisie impérialiste secondaire.

L'engagement soviétique est donc apparu très nettement comme une manœuvre d'encerclement de l'Europe, confirmée par la manière dont sont déployées, à l'heure actuelle, les forces navales soviétiques, notamment à la périphérie des pays scandinaves. S'appuyant ainsi sur les interventions dans le Tiers Monde, et une pression militaire directe sur le continent européen, le jeu des pressions politiques soviétiques en Europe s'est renforcé, commes celles, très nettes, exercées ces derniers mois, à l'égard de la RFA. Il vise à diviser les pays d'Europe occidentale, pour pouvoir les tendre ainsi plus facilement «compréhensifs» à l'égard des ambitions de l'URSS. Ce qui est en cause ici, ce sont les conditions auxquelles l'URSS pourrait acquérir un avantage décisif sur les États-Unis : la rupture des liens privilégiés que ceux-ci ont établis avec l'Europe occidentale constituerait, en effet, une étape majeure dans ce sens. D'ailleurs, la concentration formidable et toujours croissante, d'arsenaux nucléaires et conventionnels, réalisée sur le sol européen par les deux superpuissances, témoigne bien de l'enjeu que l'Europe représente pour elles.

... Et ses déconvenues

Cependant, le déploiement du dispositif soviétique ne s'effectue pas sans difficultés. Au Cambodge, en Afghanistan, en Erythrée, pour prendre l'exemple de points particulièrement «chauds» aujourd'hui, l'impérialisme soviétique et ses alliés les plus directs, notamment le Vietnam en Asie du Sud-Est, se heurtent à une résistance très forte des peuples. L'URSS, dans chaque cas, réagit en augmentant la mise, en accroissant son engagement qui prend des formes de plus en plus massives et directes, comparées parfois à celui des États-Unis au Vietnam. Mais cette intensification de l'agression n'aboutit pas à la liquidation des mouvements populaires ; au contraire, elle favorise une plus grande unanimité des peuples qui en sont victimes, faisant ainsi courir à l'URSS, qui misait sur des «guerres-éclairs» donc des victoires-éclairs, le risque de l'enlisement. Cette situation porte atteinte, à la longue, à l'image de marque progressiste de l'URSS, qui constituait, jusqu'ici, un atout majeur pour elle, pour manigancer ses entreprises impérialistes. L'isolement de l'URSS et du Vietnam, à l'ONU, en ce qui concerne la question du Cambodge, en a été un signe.

Etats-Unis : la marge reste étroite

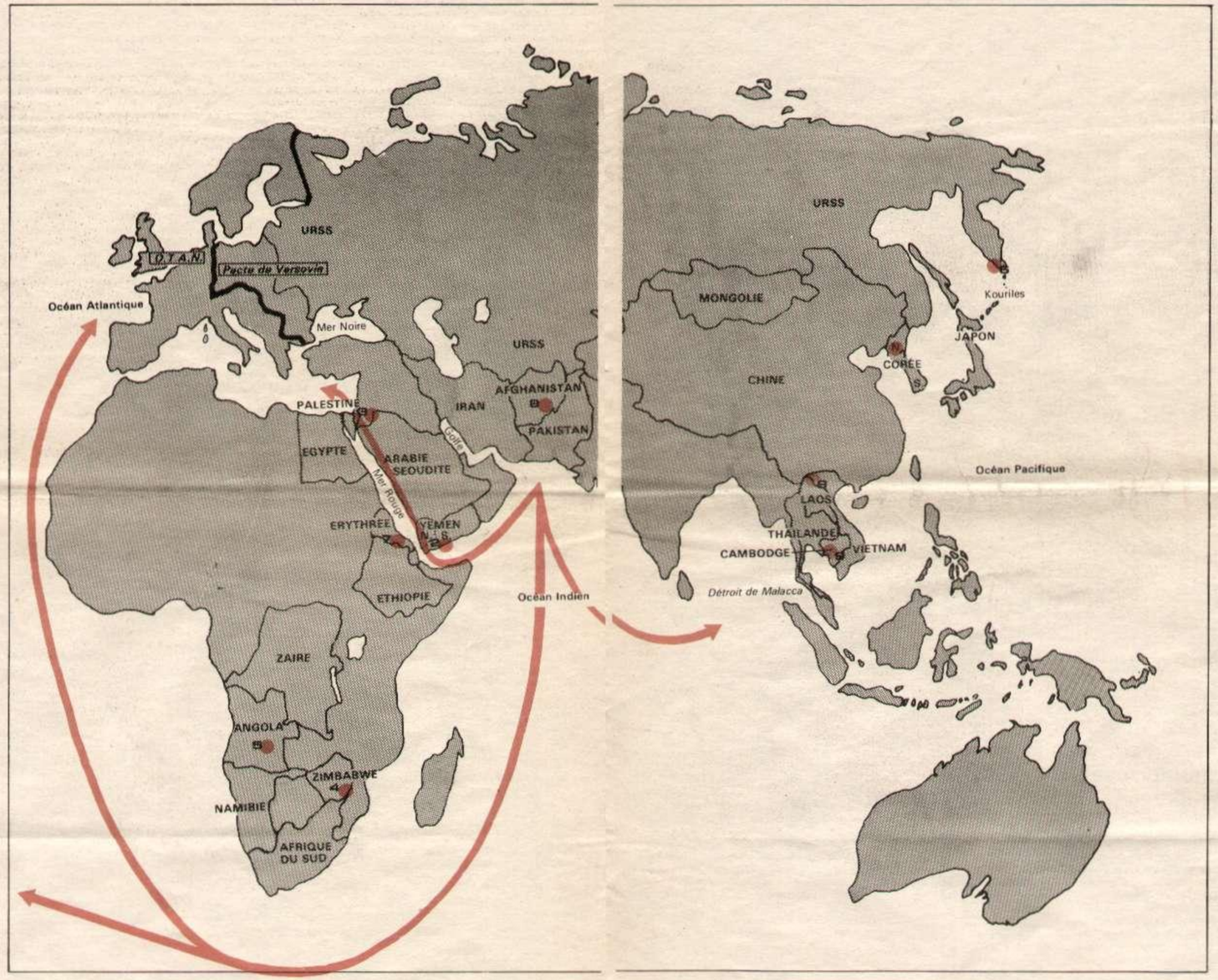
Pour l'impérialisme américain, la marge de manœuvre reste étroite. D'une part, il ne peut admettre indéfiniment de reculer. Pour faire valoir ses propres ambitions hégémoniques, il est prêt, dans le cadre de sa rivalité avec l'URSS, à développer ses manœuvres contre les peuples. Ainsi, par exemple, avec les accords de Camp David, les États-Unis ont manifesté leur volonté d'imposer leurs plans, y compris en niant les droits fondamentaux du peuple palestinien et des autres peuples arabes. L'envoi, au début de cette année, d'éléments de la flotte américiane à proximité du théâtre du conflit entre les deux Yémens, avait aussi reflété la volonté des Américains d'accroître leur pression sur l'évolution des événements au Proche-Orient.

Mais, d'autre part, l'impérialisme US reste soumis à d'importantes limites. L'indication selon laquelle la force permanente d'intervention, dont la mise sur pied est envisagée, n'aurait pas de bases fixes, en porte témoignage. C'est ainsi que ces derniers mois, l'Arabie Saoudite et les Emirats du Golfe ont repoussé l'idée d'accorder sur leur territoire des points d'appui ou autres «facilités» pour une force d'intervention. Le temps où l'impérialisme US pouvait impunément utiliser comme base permanente, le territoire de divers pays, dont les régimes lui étaient étroitement liés, est en effet, révolu.

Tout ceci montre que, dans le moment même où la rivalité des deux superpuissances pour l'hégémonie s'aggrave, où elles renforcent leurs préparatifs de guerre, existent et se développent les facteurs qui peuvent permettre d'y faire face, qui peuvent faire obstacle aux pressions des superpuissances et faire reculer la menace d'une nouvelle guerre mondiale. Le renforcement de ces facteurs dépend de la lutte et de la vigilance accrue des peuples, notamment dans le Tiers Monde, dont la population représente les trois quarts de l'humanité, aussi bien qu'en Europe, grâce à l'action des prolétariats et des masses populaires pour faire obstacle aux compromissions des bourgeoisies avec les superpuissances, et pour hâter l'avènement du socialisme, garant de l'émancipation sociale et de l'indépendance.

LES PEUPLES FACE AUX MENACES DE GUERRE

Offensive soviétique : l'Europe visée



Alors qu'elles continuent à accumuler des arsenaux considérables, conventionnels et nucléaires, qui se font face sur le continent européen, les deux superpuissances s'affrontent dans le Tiers-Monde. Leur implication dans des conflits armés locaux a notamment pour enjeu le contrôle des sources et des voies d'approvisionnements de l'Europe et du Japon en matières premières et sources d'énergie, particulièrement la route du pétrole. L'offensive soviétique qui s'est développée ces dernières années, et plus particulièrement depuis un an, se situe précisément à proximité de zones-clés, sur cette route du pétrole.

Face à l'offensive soviétique, aussi bien que face aux Etats-Unis, et au système impérialiste dans son ensemble, les peuples développent leur résistance et leurs luttes.

1 COREE

En dépit des promesses de Carter d'évacuer la Corée du Sud, l'impérialisme US y maintient 40 000 hommes, renforce l'aviation et l'armement lourd du régime de Pak Chung Hi. Le maintien de cette occupation constitue l'obstacle principal aux propositions de réunification pacifique réitérées cette année par la république populaire démocratique de Corée. Le régime fasciste du Sud a saboté les discussions sur la réunification et accentué la répression contre l'opposition démocratique, favorable au dialogue avec le Nord.

Rejetant avec vigueur les manœuvres de l'impérialisme US, la RPDC a également réaffirmé sa ferme condamnation de la politique hégémoniste du Vietnam et de l'URSS.

2 YEMEN

Après le coup d'Etat de juillet 1978, l'influence de l'URSS s'est développée au Yemen du Sud. Les Soviétiques y disposent d'une base navale à Aden, site stratégique sur la route du pétrole. Plusieurs milliers de militaires soviétiques et cubains sont présents au Yemen du Sud. Ils ont participé au conflit qui a opposé Yemen du Sud et Yemen du Nord au début de cette année. De leur côté, les USA ont accéléré leurs livraisons d'armes au Yemen du Nord. La Ligue Arabe, grâce à sa médiation, a obtenu un cessez-le-feu et organisé des négociations en vue d'une réconciliation entre les deux régimes.

3 PROCHE-ORIENT

Ayant perdu une importante position stratégique en Iran avec la chute du Shah, tombé sous les coups du peuple iranien, l'impérialisme US a redoublé ses manœuvres pour se maintenir dans la région. C'est ainsi que Carter a fait le forcing, après les accords de Camp David, pour obtenir la signature rapide du traité Begin Sadate. Ce traité de «paix séparée» par lequel l'Etat sioniste se voit reconnu par l'Egypte, retire ce pays de la confrontation, ce qui constitue un atout majeur pour Israël.

En même temps, le traité prétend régler la question palestinienne en accordant une prétendue autonomie aux habitants de Cisjordanie et de Gaza sous occupation militaire sioniste. Mais l'OLP a dénoncé le traité et l'«autonomie». L'ensemble des pays arabes ont condamné le traité, réaffirmé leur soutien à l'OLP. Ils ont pris des sanctions contre l'Egypte et se regroupant pour faire face au complot américain. En se présentant comme leur allié, l'Union soviétique manœuvre pour tenter de regagner du terrain parmi les pays arabes.

4 ZIMBABWE

Depuis l'année dernière, le Front patriotique du Zimbabwe contrôle 85 % du territoire national et organise les masses dans les zones libérées. Battus sur le terrain, les racistes ont multiplié les représailles contre la population et les agressions contre les pays voisins. Avec le soutien des Occidentaux, le régime raciste de Smith a organisé en avril des élections truquées pour mettre au pouvoir le fantoche noir Muzorewa. L'opposition des pays d'Afrique et du Tiers Monde a empêché la reconnaissance de ce régime. Profitant de l'aggravation du conflit, l'URSS tente d'avoir une influence sur le mouvement de libération et les pays de la Ligne de front, par le biais de l'aide militaire et par l'intermédiaire de ses alliés cubains et éthiopiens.

5 ANGOLA

Alors que l'Angola est toujours sous la menace constante des agressions de l'Afrique du Sud (bombardements et raids de plus en plus nombreux), ce pays, quatre ans après son indépendance, est toujours occupé par 20 000 Cubains, de nombreux conseillers soviétiques et est-allemands. Cette présence limite la volonté d'indépendance du gouvernement de Neto qui s'est pourtant manifestée notamment par la réconciliation avec le Zaïre et la normalisation des relations avec les pays occidentaux.

6 ILES DU JAPON

L'URSS occupe et prétend annexer les quatre îles Kouriles du Nord du Japon. Elle a refusé de négocier leur restitution et a commencé, depuis l'été 1978, à y installer des bases militaires, en particulier dans l'île d'Etorofu. L'URSS continue à y déployer des armements lourds, tandis qu'elle renforce sa flotte dans le Pacifique et que les avions russes effectuent des missions de plus en plus nombreuses au-dessus de la région.

7 ERYTHREE

Dans la Corne de l'Afrique, l'URSS cherche à contrôler la mer Rouge, voie navigable de première importance dans cette zone stratégique. Dans cette perspective, l'Erythrée avec ses 1 000 kms de côtes, est un enjeu essentiel.

Après avoir soutenu militairement la junte militaire éthiopienne depuis le début de 1977, le social-impérialisme soviétique intervient directement, physiquement et massivement contre le peuple érythréen depuis novembre 1978. Résistant à la fois aux pressions politiques et à l'agression, le mouvement de libération érythréen a maintenu son objectif de 17 années de lutte : l'indépendance. Il a effectué une retraite stratégique, protégé la population, face à l'intensité des bombardements. Actuellement il harcèle les forces soviéto-éthiopiennes encerclées dans les villes et reprend l'offensive.

8 AFGHANISTAN

Un an après son arrivée au pouvoir par un coup d'Etat militaire, le gouvernement prosoviétique de Taraki doit faire face à une série de soulèvements populaires.

L'opposition au régime, qui rassemble des composantes diverses —groupes marxistes-léninistes aussi bien que mouvement islamique— s'est renforcée du ralliement de garnisons entières de l'armée.

L'intervention soviétique en Afghanistan constitue une menace directe contre le Pakistan, accusé par Moscou d'être «responsable de la rébellion afghane» ; le contrôle de ce pays permettrait à l'URSS d'obtenir l'accès direct à l'Océan Indien. L'intervention de l'URSS a également provoqué une détérioration de ses relations avec le régime iranien, l'ayatollah Khomeiny ayant dénoncé cette intervention, et le «massacre des musulmans» par les chars russes.

9 ASIE DU SUD-EST

Après des agressions répétées, le gouvernement vietnamien, avec l'encouragement et le soutien actif de l'URSS —codifiés par le traité soviéto-vietnamien de novembre 1978— a envoyé en janvier 150 000 hommes envahir le Cambodge, pour y imposer un régime fantoche. Malgré une formidable offensive à la fin de la saison sèche, en avril dernier, appuyée par la technologie et la logistique soviétiques, la résistance des forces patriotiques cambodgienne a tenu bon. Dans le cadre de la tentative de mise sur pied d'une «fédération indochinoise» sous contrôle de Hanoï, l'armée vietnamienne occupe également avec 50 000 hommes le Laos où un mouvement de résistance se développe. L'hégémonisme régional s'est également manifesté par les provocations multiples lancées contre la Chine et auxquelles celle-ci a riposté par la contre-offensive de mars.

En soutenant l'expansionnisme régional de Hanoï, le social-impérialisme a renforcé son implantation politique et économique au Vietnam. Il commence à utiliser les bases militaires —anciennement américaines— de Danang et Cam-Ranh. Par l'intermédiaire d'une Indochine sous domination vietnamienne, il entend disposer d'une base d'agression contre les autres pays d'Asie du Sud-Est (Thaïlande, Malaisie) en vue de contrôler le détroit de Malacca, voie maritime stratégique, par laquelle passe notamment l'essentiel des approvisionnements énergétiques du Japon, et qui permettrait à la flotte de guerre soviétique, de relier en un temps très court le Pacifique à l'Océan Indien.

Depuis plusieurs années déjà, deux organisations marxistes-léninistes, l'ORT et le PTE, développent un important travail en Espagne. Les élections législatives du mois de mars, et surtout les élections municipales du mois d'avril, ont confirmé l'audience de masse de ces organisations, dont plusieurs centaines de membres ont été élus conseillers municipaux. Au mois de mars, l'ORT et le PTE ont fait savoir publiquement qu'ils étaient engagés dans un processus d'unification. C'est le 1er juillet que s'est tenu le congrès d'unification, créant le Parti des Travailleurs.

Nous publions ci dessous l'interview d'un membre de l'ancienne ORT, réalisée à la veille du congrès d'unification.

L'UNIFICATION DES MARXISTES-LENINISTES ESPAGNOLS

Le 1er juillet s'est tenu le congrès d'unification de l'Organisation Révolutionnaire des Travailleurs et du Parti du Travail d'Espagne, qui forment maintenant un seul et même parti marxiste-léniniste, le Parti des Travailleurs.

▶ L'unification des marxistes-léninistes espagnols dans un parti unique est un événement d'une grande portée. Quelles sont les raisons qui ont poussé l'ORT et le PTE à effectuer un processus d'unification?

— Depuis sa fondation en 1969, l'ORT a eu l'idée qu'il fallait unifier tous les communistes espagnols en un seul parti. Mais comment avancer dans cette unification ? Il y a eu de multiples difficultés. Différents groupes au niveau des nationalités, des régions, dans les syndicats ou en milieu étudiant sont nés et se sont rapprochés peu à peu du marxisme-léninisme, avec une plus ou moins grande clarté théorique. L'ORT est née comme une organisation syndicale ouvrière dans les Commissions Ouvrières, qui refuse le révisionnisme, qui est allée en affirmant une ligne idéologique et politique marxiste-léniniste. Nous avons toujours essayé de réaliser l'unification. Concrètement, en ce qui concerne l'unification avec le PTE, le Parti du Travail, il y a un peu plus d'un an et demi, les deux partis étaient arrivés à un accord politique et idéologique, sur la base du marxisme-léninisme. Le document de base reconnaissant la pensée Mao Tse Toung, la théorie des 3 Mondes et les thèses fondamentales des communistes au niveau international, et en même temps une ligne révolutionnaire unie pour l'Espagne qui proposait un gouvernement provisoire et l'union de toutes les forces démocratiques pour abattre le fascisme. Mais le PTE imposait des conditions organisationnelles totalement injuste. Ils voulaient aussi la majorité dans tous les organismes de direction, ce qui ne correspond ni à l'histoire des deux partis, ni au rapport de forces entre les deux. Il n'y avait pas de raisons importantes qui puisse justifier la prépondérance de l'un.

▶ — Peux-tu préciser ce point ?

— Du point de vue de la fermeté des principes, de la clarté et du degré d'élaboration de la ligne, notre Parti était plus développé. Du point de vue de l'influence de masse dans le mouvement ouvrier et populaire, c'est une chose discutable, difficile à mesurer. Mais dans le meilleur des cas, pour le PTE, c'était peu sensible. Donc l'unification à ce moment-là n'a pas été possible. Nous nous sommes efforcés de faire en sorte que les contradictions objectives qu'il y avait entre nous ne se transforment pas en contradictions antagoniques.

Après les élections du 1er mars de cette année, la direction du Parti du Travail nous a fait savoir qu'elle était prête à l'unification sur la base d'une ligne politique et idéologique analogue à celle des accords d'il y a deux ans, et sur la base d'un accord juste sur les questions d'organisation.

Nous sommes arrivés à un accord sur ces bases et un premier document, schématique, est signé, qui contient l'essentiel d'une ligne marxiste-léniniste ; l'accord est réalisé également sur la composition des organes dirigeants, sur le Congrès d'unification, sur le Comité Central, sur des bases paritaires, avec la moitié de membres de chaque parti, et un secrétariat collectif, paritaire également.

Le problème de comment s'unifient deux partis est un problème concret, propre à chaque parti et à chaque pays.

▶ — Quels sont aujourd'hui les termes de cet accord d'unification ?

— 50% de chaque parti dans tous les organismes de direction: Comité Central, Exécutif, Secrétariat. Un Comité Central de 90 membres, 45 de chaque, élus par les congrès respectifs des deux partis.

Pour la convocation d'un Congrès et par conséquent pour tout changement important dans la ligne politique, idéologique ou dans les statuts, il faudra une majorité des 3/4 des membres du Comité Central du futur Parti. Pendant un espace de deux ans, il faudra cette majorité des 3/4 pour convoquer un congrès afin d'éviter qu'un vote de majorité ne change les décisions.

Au niveau régional ou au niveau des nationalités, il y aura un seul responsable politique, le plus adéquat dans la situation concrète de l'endroit.

Il y aura lutte d'idées, avec des relations de camaraderie, une pratique commune, sans que cela oppose d'un côté les camarades de l'ORT et de l'autre, ceux du PTE.

▶ — Concrètement, comment a été préparé le processus d'unification ?

— Il y a eu un Comité d'unification de 30 membres, 15 du CC de chaque parti, qui a fonctionné depuis 3 mois ; il y a d'abord eu la rédaction d'accords de base, puis de l'accord organisationnel. Le comité d'unification a travaillé à l'élaboration d'un projet de ligne politique et idéologique de 100 pages environ, soumis à la discussion depuis un mois dans chacun des partis.

▶ — Quelles vont être les conséquences de cette unification pour le développement d'une alternative révolutionnaire en Espagne ?

— Ce sera un saut très grand vers la construction d'un Parti Communiste fort, influent dans les syndicats et les masses, doté de cadres expérimentés. Cela va clarifier la situation dans les masses, supprimer les confusions sur des partis que les masses ressentaient comme à peu près semblables, occupant le même espace politique. Désormais pour les masses, il y aura deux partis : un parti révisionniste, et un parti pour les travailleurs. Cela suscite l'enthousiasme et c'était ressenti comme une exigence.

▶ — Quelles vont être les tâches de chaque Congrès?

— Approuver le principe de l'unification, en approuvant les bases politiques, idéologiques et organisationnelles. Faire le bilan du travail accompli ces deux dernières années. La discussion politique va se mener surtout dans chaque Congrès. Le Congrès d'unification sera bref et ouvert aux masses.

▶ — Quelles sont les tâches du nouveau parti ?

— Le nouveau parti, qui s'appellera le Parti des Travailleurs devra défendre la ligne politique, idéologique et organisationnelle du congrès, développer cette ligne pour surmonter les nouveaux obstacles, se mettre à la tête des luttes de masses, armés de cette ligne.

5 mois après la chute du Shah

ASPECTS DE LA SITUATION IRANIENNE

Par Franck ROUSSEL

Au fil des titres de la plupart des journaux, en France, depuis la chute du pouvoir tyrannique du Shah, il y a cinq mois, l'image qui ressort concernant la «révolution iranienne» est le plus souvent celle des exécutions sommaires, du fanatisme religieux, d'une dictature reposant sur un obscurantisme digne du Moyen-âge. C'est faire peu de cas du combat mené par le peuple iranien pour sa liberté et son indépendance, et du sacrifice dans ce cadre de milliers d'anonymes iraniens, comme s'ils pesaient moins lourds que la vie de quelques responsables de la Savak, de l'armée et du gouvernement du Shah.

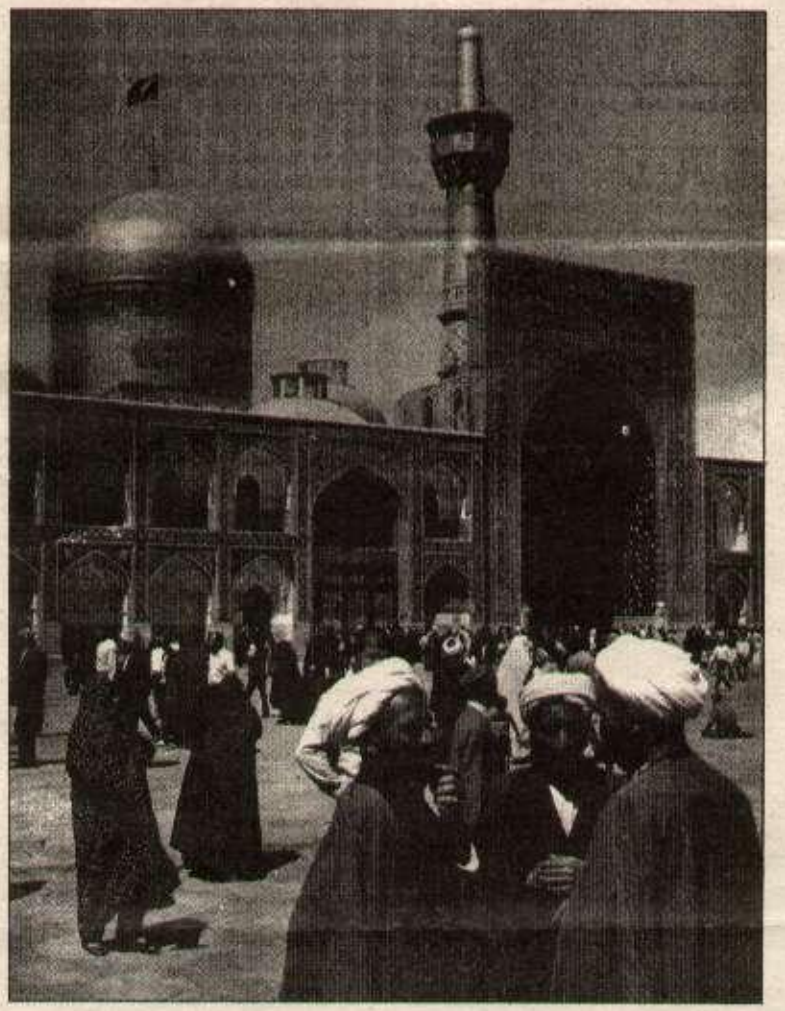
Mais, la situation actuelle pose de nombreuses questions sur les changements survenus dans le pays. Si le recul de l'impérialisme US est indéniable, jusqu'à quel point et qu'en est-il des transformations internes à la société iranienne ? Quelles menaces fait peser l'URSS et les organisations politiques qui lui sont liées, comme le Toudeh ? Si on constate facilement que ni la classe ouvrière ni les masses populaires n'ont pour le moment accès au pouvoir, qui gouverne actuellement en Iran ? En s'appuyant sur quelles classes et couches sociales ? Dans ce contexte, la lutte des minorités nationales, et particulièrement celle des Arabes du Khouzistan revêt une importance particulière dans une région où la rivalité des deux superpuissances est très aiguë.

Sans prétendre apporter de réponses définitives à ces questions, nous avons cherché à voir plus clair dans la situation complexe qui prévaut actuellement en Iran. Les réflexions que nous a adressées de Téhéran un militant marxiste-léniniste iranien, et que nous rapportons ici, apportent une contribution à une meilleure compréhension de cette situation.

UN des points marqués par le peuple, consécutifs à la chute du Shah réside sans conteste dans le recul subi par l'impérialisme US dans le pays. La perte des stations d'écoute à proximité de la frontière soviétique, et des contrats de vente d'armements pour 10 millliards par an, la disparition du consortium des compagnies pétrolières et la diminution d'un tiers de la production de pétrole en sont les signes manifestes. La décision de l'Iran de se retirer du CENTO consacre la fin de ce pacte militaire régional sous l'égide américaine. Les manifestations contre l'impérialisme US se multiplient ainsi que les mises en garde de Khomeiny qui dénonce les anciens rapports de «*pilleurs à pillés*».

Le risque de l'étranglement économique

Rendu prudent par son échec, l'impérialisme américain n'en tente pas moins d'utiliser tous les moyens pour mettre le nouveau régime en difficulté. Ainsi les firmes américaines, celles aussi d'autres pays occidentaux, font actuellement pression sur l'économie iranienne en exigeant désormais des paiements *par avance* pour les marchandises et les matières premières livrées. Le manque de pièces détachées dans les usines de montage comme à Iran National provoque l'arrêt de la production avec toutes ses conséquences dans une économie déjà sujette à de nombreuses difficultés internes. D'autant que le nouveau régime doit remplacer au pied levé 100.000 experts occidentaux, subventionner les entreprises menacées de faillite et, surtout, fournir du travail à 2 ou 3 millions de chômeurs. Alors que



l'hémorragie de capitaux se poursuit, malgré les mesures strictes aux frontières, hypothéquant gravement l'avenir du rial (la monnaie nationale) et que l'endettement dépasse 15 milliards de dollars, les mesures de redressement s'imposent avec une urgence particulière.

Paysans et ouvriers en lutte

La mise en chantier d'une politique de grands travaux, le versement d'une maigre indemnité de chômage aux plus nécessiteux, et la nationalisation des banques et des assurances constituent-ils des mesures suffisantes pour faire face à la situation ? Chômeurs et travailleurs actifs n'ont pas attendu ces premières mesures pour s'organiser dans des syndicats, bien décidés à faire valoir leurs droits. Ceux-ci réclament notamment le doublement immédiat de tous les salaires (l'inflation atteint 100%), le droit au travail garanti.

De Téhéran
Le témoignage d'un militant marxiste-léniniste iranien

LE gouvernement actuel est une coalition de la petite bourgeoisie, représentée par les religieux (eux-mêmes divisés en deux courants : les démocrates tel Taleghani et les «populistes» dont le chef de file est Khomeiny) et de la bourgeoisie nationale représentée par les ministres libéraux. Ces deux tendances ne peuvent gouverner l'une sans l'autre : les religieux ont les masses avec eux, tandis que la bourgeoisie nationale dispose des cadres pour diriger l'Etat, l'économie. L'anarchie qui prévaut à la direction du pays accroît sa vulnérabilité aux attaques, complots et offensives de l'impérialisme, surtout des deux superpuissances.

Dans cette situation, on trouve parmi les forces politiques deux positions contraires : il y a ceux qui soutiennent Khomeiny, et ceux qui soutiennent le gouvernement et ses ministres libéraux.

La politique du parti Toudeh, aujourd'hui, consiste à soutenir en apparence Khomeiny et à l'opposer aux libéraux et aux membres du gouvernement ; en apparence, il soutient Khomeiny, mais en réalité, il sabote la politique d'unité nationale, il essaie d'affaiblir et de diviser le pouvoir actuel. Le soutien du Toudeh à Khomeiny n'est exprimé qu'à travers le journal officiel de ce parti, mais, à la base, et à travers les autres organisations qui lui sont liées, comme le Parti démocratique du Kurdistan, ou dans des journaux qu'il dirige plus ou moins, il mène un travail de sape. Le parti Toudeh reprend toutes les déclarations anti-US de Khomeiny mais, il fait le silence complet sur toute la propagande menée par celui-ci contre les Soviétiques. Il tente d'isoler Khomeiny des autres couches du clergé progressiste, de la bourgeoisie nationale représentée au gouvernement, avec l'espoir de l'entraîner finalement sur la voie de la collaboration avec l'URSS. Certaines organisations d'extrême-gauche opposent aussi Khomeiny au gouvernement, qu'elles cataloguent comme «pro-US, réactionnaire et fasciste».

En ce qui concerne le mouvement marxiste-léniniste, il est encore peu organisé, ou seulement organisé dans de petits groupes.

La constitution en projet actuellement est une constitution démocratique bourgeoise. Elle reconnaît la division des trois pouvoirs : exécutif, législatif et judiciaire ; elle autorise la formation de partis politiques, reconnaît l'égalité entre les hommes et les femmes ; cependant, le projet de constitution reste complètement évasif sur le problème des minorités nationales, en se limitant au cadre culturel.

Extrémistes religieux et militants de gauche

Les partis politiques et religieux, les groupes religieux et laïcs sont libres de mener leurs activités. Plus de 80 périodiques sont actuellement publiés, dont une bonne moitié au moins sont des journaux de gauche. Durant les 6 derniers mois, d'après les statistiques gouvernementales, plus de deux millions de livres ont été édités dont 80% vendus, c'est à dire un tirage dépassant largement l'ensemble des livres publiés sous le règne du Shah. La littérature marxiste iranienne et étrangère est extrêmement abondante. Les manifestations anti-impérialistes des masses, surtout organisées par le Parti Islamique, ont réuni à chaque fois des centaines de milliers de personnes. Il existe donc fondamentalement des libertés pour le peuple, les tendances d'extrême-gauche y compris pouvant actuellement s'exprimer. Ces libertés sont d'abord une conquête de la lutte populaire ; ensuite, l'exigence du développement de la démocratie bourgeoise est favorisée par la bourgeoisie nationale. Un second aspect du problème des libertés est constitué par des atteintes portées contre toutes les libertés par des groupuscules islamiques sous forme d'attaques lancées contre les manifestations, les meetings, les sièges des journaux et de partis politiques de gauche, d'extrême-gauche.

Les groupes religieux d'extrême droite sont minoritaires et marginaux, leurs actions sont plus développées en province qu'à Téhéran, mais ils sont condamnés par la majorité démocratique du pays. Dans les usines, un très fort contrôle est exercé par les membres des comités d'imam (1) contre les éléments de gauche présents dans l'entreprise. Une fois que ceux-ci sont repérés, on empêche leurs activités. Les militants de gauche doivent mener un travail semi-clandestin pour pouvoir propager leurs idées.

Des noyaux syndicaux se forment et chassent les jaunes jadis imposés par le Shah pour les remplacer par des délégués élus. Des conseils ouvriers aux attributions diverses selon les usines sont apparus au cours de la lutte mais, comme l'indique le témoignage transmis de Téhéran, ils voient leur pouvoir limité par le cadre de la société capitaliste.

Dans l'agriculture, les paysans qui se livrent à des prises de terre se heurtent à l'Etat qui défend les propriétaires fonciers. Le gouvernement qui semble préconiser un retour à la campagne des anciens paysans chassés par la «révolution blanche» du Shah se refuse à mettre en chantier une véritable réforme agraire. Où trouver les terres et l'eau nécessaires à ce projet sans toucher à la propriété privée des grands propriétaires ? Des divergences existent aujourd'hui entre les différentes fractions de la bourgeoisie actuellement au pouvoir en Iran, quant à la politique économique. Certains, tel Bani Sadr, un des conseillers économiques influents de Khomeiny, prônent un rôle accru de l'Etat tandis que le Bazar prêche un retour à la libre entreprise.

Plus libres qu'au temps du Shah

Depuis la chute du Shah, dans le domaine des libertés, la situation a incontestablement changé dans le sens de leur extension, bien qu'il subsiste des «zones d'ombre». Le climat de terreur qui prévalait à l'époque du Shah semble bien avoir disparu. Le Front Démocratique National qui dénonce par ailleurs des cas d'arrestations abusives estime que la situation en ce qui concerne les libertés *«est incomparablement meilleure que du temps de la monarchie»*. La justice islamique, qui n'est pas une justice populaire (elle échappe notamment par son caractère secret au contrôle des masses), a jusqu'à maintenant, semble-t-il, condamné essentiellement des criminels qui avaient, sous le règne du Shah, massacré et torturé des milliers de victimes innocentes. Cependant, les entorses aux libertés démocratiques subsistent même si les excès de certains comités Khomeiny semblent avoir diminué dans la dernière période.

La nouvelle constitution est d'essence démocratique bourgeoise, elle s'inspire de la constitution française de 1958 et garantit, sur le papier, toutes les libertés fondamentales. Cependant, le projet de constitution ne prévoit pas d'accorder l'autonomie aux minorités nationales.

La question des minorités

Après des années d'étouffement du régime du Shah qui réprimait toute idée d'autonomie, la nouvelle période qui s'est ouverte a vu l'explosion des mouvements autonomistes qui jusqu'à maintenant semblent avoir échappé aux tentations sécessionnistes. Les récents combats qui se sont déroulés au Khouzistan, province arabe du sud de l'Iran qui renferme toutes les richesses pétrolières du pays, sont d'une nature complexe. comme l'explique le témoignage ci-contre. Appuyant leurs revendications sur l'oppression subie sous le régime du Shah qui les a dépouillés de leurs meilleures terres au profit de colons perses, les Arabes du Khouzistan rejettent la tutelle du pouvoir central. Dévoyée par des éléments suspects encourageant les affrontements armés, leur lutte peut très vite prendre des dimensions régionales voire internationales dans une région où la rivalité des deux superpuissances est exacerbée. Dans certaines régions, d'anciens partisans du Shah, des membres de l'ancienne Savak ont cherché à exploiter de l'intérieur les mouvements autonomistes. Dans le même temps, l'URSS entend tirer profit pour son compte de ces mouvements, en s'appuyant notamment sur des organisations liées au parti Toudeh, comme le Front Démocratique Kurde. L'oppression réelle des minorités nationales et leurs revendications légitimes se heurtent souvent à la répression du nouveau régime. Si elles ne sont pas prises en compte par lui, l'avenir même de l'Iran peut être gravement menacé.

DE TEHERAN
Le témoignage d'un militant marxiste-léniniste iranien

Il y a donc deux sortes de limites aux libertés démocratiques : une partie vient des éléments «extrémistes» religieux, elle est condamnée par un large secteur de la bourgeoisie et des religieux. L'autre partie vient de la limitation imposée aux éléments de gauche et d'extrême-gauche pour leurs activités dans les usines ; cette limitation est approuvée par le gouvernement et par presque tous les secteurs de la bourgeoisie.

Sans la démocratie la plus large pour les masses populaires, la lutte pour l'indépendance ne pourra être menée à bien. Le gouvernement national ne pourra lutter efficacement contre l'impérialisme s'il ne s'appuie pas sur les masses et s'il ne satisfait pas leurs revendications. Pourtant, l'indépendance nationale constitue un objectif très important, surtout dans l'actuelle situation de conflit entre les deux superpuissances et de l'offensive de l'URSS. Cette réalité n'est pas comprise par les libéraux qui ne font pas le lien entre la démocratie et le problème de la lutte contre l'impérialisme.

Dans les usines : quatre type de «conseils»

En ce qui concerne les organisations dont se dote actuellement la classe ouvrière iranienne, on distingue les syndicats et unions ouvrières indépendantes et les conseils ouvriers issus des comités de grève, qui s'apparentent aux syndicats par leurs revendications et leur fonctionnement. Les conseils ouvriers peuvent se diviser en quatre catégories : les conseils de type économique, les conseils d'usine, les conseils de production et les conseils de direction.

La majorité des conseils sont de la première catégorie, leurs revendications sont purement économiques : augmentation de salaire etc... On trouve ce type de conseils aux usines General Motors, Ciments de Téhéran, AEG et aux chantiers de Bandar Abas. Les conseils d'usine regroupent ouvriers, employés et fonctionnaires ainsi que les ingénieurs, techniciens, cadres et la maîtrise. Ces conseils hétéroclites qui regroupent des classes aux intérêts différents empêchent les ouvriers de faire valoir leurs revendications propres. Ainsi, l'usine de lait pasteurisé possède un conseil dont la direction est formée du chef de dépôt, d'un employé, d'un technicien et d'un seul ouvrier... Dans les usines où le patron a fui à l'étranger ou dans les usines qui manquent de matières premières, le conseil de production prend en main la production, l'administration et la paie des ouvriers. C'est le cas de l'usine Technovac, dont le patron sioniste s'est enfui à l'étranger. Cependant, ces conseils se trouvent tout de suite confrontés aux problèmes de l'autogestion en système capitaliste. Les matières premières commencent très tôt à manquer. Le gouvernement anti-ouvrier fait tout pour briser ces conseils. A l'usine de ciment, la direction du conseil est tombée entre les mains d'un membre du comité d'imam qui a transféré tous les profits réalisés à la banque qui a directement affaire aux actionnaires de l'entreprise. Par ailleurs, ces conseils ne sont reconnus par aucune banque, aucune autorité, à plus forte raison par le gouvernement, ils sont très vite éliminés ou se transforment en conseils de type économique. Enfin, les conseils de direction ou de gestion : ils sont créés avec le soutien et l'approbation du comité d'imam et du représentant de l'Etat. C'est une combinaison des trois types de conseils précédents. Le gouvernement limite le rôle de ces conseils, en particulier dans le domaine des nominations. Les conseils de gestion se transforment ou bien en conseils de type économique ou bien en instruments aux mains de l'Etat, du patron ou des comités d'imam et servent à réaliser la collaboration de classes.

Les revendications nationales

De nombreux conseils (syndicats) luttent à la campagne pour le droit des paysans à la terre, à l'eau et aux subventions gouvernementales. Les conflits entre les paysans et les propriétaires sont particulièrement aigus dans les régions à fortes minorités nationales : Kurdistan, Turkménistan, Azerbaïdjan où se combinent question agraire et question nationale.

Les luttes menées par les minorités nationales ont plusieurs causes ; leur désir de faire triompher leurs justes revendications a pu être utilisé par les agents de l'ancien régime et les féodaux voulant profiter de la situation pour leurs propres intérêts d'une part, et par les deux superpuissances et leurs valets et alliés d'autre part.

Le ministère de l'Agriculture a déclaré que la prise des terres par la force était illégale.

Au Kurdistan, les provocations suspectes d'individus comme le chef du comité d'imam Fafdari et d'organisations comme le Parti Démocratique Kurde (branche kurde du parti Toudeh) ont joué un rôle important, parfois même déterminant.

Il en est de même avec les interventions de membres du «comité provisoire de Barzani», leader kurde récemment disparu et dont les attaches avec le gouvernement irakien et la CIA étaient notoirement connues.

Au Khouzistan, l'aggravation de la situation et le déclenchement du conflit armé se sont produits simultanément avec les mises en garde de l'Irak à l'Iran et des bombardements irakiens.

Le régime irakien se sent menacé alors que la majeure partie de son peuple est chiite, donc de même confession que le peuple iranien et ses leaders religieux. Les dirigeants de Bagdad craignent que le mouvement populaire iranien ne fasse tâche d'huile en Irak où le mouvement kurde peut aussi se ranimer. Les craintes et la politique d'intervention du régime irakien risquent d'être exploitées tant par les USA que par l'URSS dans leurs tentatives respectives de destabiliser à leur profit la situation iranienne actuelle.

Le silence de la constitution

Ainsi donc, les justes revendications des peuples opprimés de l'Iran sont utilisées par des éléments suspects et des agents des superpuissances pour provoquer des conflits armés. L'attitude du gouvernement est faite d'un mélange d'indifférence, d'opposition et parfois même de répression du mouvement populaire. Cette attitude peut donner des prétextes aux éléments sécessionnistes ou aux agents des superpuissances et aggraver encore davantage la situation. Le projet de constitution reste complètement évasif sur le problème national en se limitant au cadre des libertés culturelles. Il faudrait que le pouvoir adopte une solution très judicieuse pour éviter le pire. Quant aux révolutionnaires authentiques et aux marxistes-léninistes kurdes, ils luttent contre toute manipulation, complots de l'intérieur et de l'extérieur et contre tout chauvinisme venant du pouvoir central ou des secteurs impérialistes. Ils se prononcent pour l'unité du peuple kurde avec tous les peuples d'Iran, dans la lutte pour conquérir la démocratie et l'indépendance. C'est seulement dans ce cadre que peut être trouvée la juste solution au problème kurde en particulier, national en général.»

---

(1) Comité d'imam = Comité khomeiny.

Sanadjab : la résurgence du problème kurde

NICARAGUA

LA VICTOIRE AU BOUT DU FUSIL

Par Hélène VARJAC

La constitution du gouvernement provisoire le 16 juin dernier et la décision d'une majorité des pays de l'OEA (Organisation des Etats d'Amérique) de demander le «remplacement immédiat et définitif de Somoza» ont sonné le glas de la dictature somoziste en place depuis 45 ans. L'artisan de cette victoire du peuple nicaraguayen contre une des plus sanglante dictature du monde, a été le Front Sandiniste de Libération Nationale, qui a su magistralement conjuguer les aspects politiques et militaires de la lutte, en s'appuyant constamment sur le peuple et sur son organisation, le Mouvement du Peuple Uni (M.P.U.). Désormais, ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'après Somoza, c'est la mise en place d'un gouvernement démocratique, d'union nationale, d'indépendance nationale, et de progrès social, dans lequel le Front jettera «*les bases d'un approfondissement du processus révolutionnaire nicaraguayen*».

Le somozisme : une calamité pour le Nicaragua

Le peuple nicaraguayen ne peut accepter aucun accord, aucun compromis avec ceux qui ont eu des responsabilités directes dans ce qui est un véritable génocide, et les propositions américaines de perpétuer le somozisme sans Somoza sont vouées à l'échec.

Le somozisme a également provoqué la colère et l'opposition des autres fractions de la bourgeoisie dont il a étouffé les ambitions et limité les possibilités de développement jusqu'à ce jour, il y a eu une quinzaine de coups d'Etat contre Somoza qui s'est taillé un empire dans les secteurs traditionnels du café, de la canne à sucre et de la viande, ainsi que dans le commerce, au détriment des autres familles implantées dans ces secteurs, d'obédience conservatrice. D'un autre côté, les secteurs de la bourgeoisie nationale, qui réinvestissent sur place les bénéfices tirés des industries de biens de consommation et de la très dynamique culture du coton sont gênés par la politique de clan de Somoza. Ils sont regroupés dans le MDN (Mouvement démocratique nanal), qui a participé activement à plusieurs grèves générales contre Somoza : leur leader est le «jeune patron» Robelo, aujourd'hui membre du gouvernement provisoire.

Le gouvernement provisoire d'union nationale

La présence, dans le gouvernement provisoire, de personnalités modérées comme Robelo, ou Violetta Chamorro, veuve du journaliste assassiné en janvier 78 et dont la famille est liée aux conservateurs, illustre la volonté d'union nationale du Front. Elle coupe l'herbe sous le pied aux prétentions américaines d'imposer des «modérés», en fait des somozistes sans Somoza, garants de la continuité. Elle montre le degré d'isolement de Somoza : c'est un fait nouveau lié à la force croissante du mouvement populaire et à la crise du régime, que des secteurs entiers de la bourgeoisie nationale fassent alliance avec le Front et le peuple. Le gouvernement provisoire comprend également l'écrivain Sergio Ramirez, représentant du «groupe des 12» : groupe de personnalités irréprochables sur le plan moral, qui n'ont jamais pactisé avec Somoza et qui, pour cela, jouissent d'un grand prestige. Au plan politique, «les 12», proches de la tendance tercériste du Front, sont un courant politique charnière et capital entre la bourgeoisie d'opposition de droite et le Front sandiniste.

Les deux autres membres de ce gouvernement provisoire à cinq, axé à gauche, sont Humberto Ortega, de la direction nationale du Front, tendance tercériste, et Matus, membre dirigeant du Mouvement Peuple Uni, proche des deux autres tendances du Front.

L'après Somoza : une marge de manœuvre étroite

Les problèmes qui se posent au nouveau gouvernement sont immenses : reconstruction d'un pays dévasté par la guerre, des milliers de logements détruits par les bombardements, pas de semis de coton cette année en mai, ce qui signifie l'absence de récolte l'an prochain alors que le coton est la principale richesse du pays. Une autre question de taille est l'avenir de la Garde nationale, forte de quelque douze mille hommes. Le Front déclare : «*Il faut organiser une nouvelle armée véritablement démocratique et nationale dont les principes fondamentaux seront la défense du processus démocratique et de la souveraineté de la Patrie. Les militaires corrompus et coupables de crimes contre le Peuple n'auront pas de place dans cette nouvelle Armée Nationale. Cependant, les militaires gradés ou enrôlés qui maintiennent une position active de rejet par rapport aux crimes et aux abus du somozisme pourront s'y intégrer. La Nouvelle Armée Nationale participera directement aux tâches de reconstruction du pays.*» L'armée actuelle du Front sera le noyau de cette future armée.

Cette déclaration, de nature à accélérer la décomposition de la Garde et les désertions — plusieurs centaines ont eu lieu — va évidemment poser des problèmes dans la pratique : il ne sera pas toujours facile de distinguer les criminels des gardes qui se sont engagés pour nourrir leur famille.

L'autre point sensible est la Réforme agraire. Si tout le monde s'accorde sur l'expropriation des biens de la famille Somoza et si les paysans eux-mêmes décideront sans doute de la forme de redistribution, coopératives ou petits lopins, en revanche, dans la Plaine occidentale où se trouve le coton, les paysans et ouvriers agricoles surexploités qui, naturellement, voudront prendre possession des terres, se heurteront de front à des secteurs de la bourgeoisie qui, aujourd'hui, soutiennent le Front. C'est dire à quel point la situation est délicate.

Le non-alignement

Le non-alignement est un mot d'ordre du Front, qui insiste également sur le renforcement des liens avec les pays démocratiques des Caraïbes. Le Front se défend de tout lien privilégié avec Cuba et insiste sur la diversification de ses relations internationales, notamment avec Panama, le Vénézuéla en Amérique latine, et avec les social-démocraties occidentales : Allemagne fédérale, Autriche, Suède. Cependant, le modèle cubain continue d'avoir un grand prestige dans les masses parce que c'est un pays où on mange à sa faim, où les gens peuvent aller à l'école et où il n'y a plus d'épidémies. La tendance historique «Guerre populaire prolongée» se réclame ouvertement du modèle cubain mais elle est relativement minoritaire dans le Front. Il existe aussi des pro-cubains dans la tendance tercériste, peu homogène, qui compte également des nationalistes bourgeois et des sandinistes intransigeants sur l'indépendance nationale. En fait, la question reste ouverte, mais la tendance tercériste aujourd'hui hégémonique, qui a accéléré le processus insurrectionnel alors que les deux autres tendances, et notamment «Prolétariat», mettaient l'accent sur la construction du parti et l'organisation des masses préalables, qui a réalisé l'ouverture politique en direction du groupe des 12 et de la bourgeoisie d'opposition, a jusqu'ici fait preuve de prudence et de réalisme dans sa tactique : elle sait que tout rapprochement trop étroit avec Cuba signifierait immédiatement l'intervention de l'OEA, ce qu'elle veut éviter à tout prix.

Par ailleurs, les changements de régime possibles, à court terme, au Salvador, au Guatemala et au Honduras pourraient changer les données de la situation et renforceraient la position du Front.

La situation actuelle dans laquelle le Front sandiniste a virtuellement gagné, où la situation militaire lui est favorable sans que pour autant il l'ait nettement emporté, est intolérable pour le peuple dont elle accroît les souffrances, et dangereuse pour l'avenir car elle risque d'affaiblir le Front. C'est là la tactique de l'impérialisme américain qui, tout en ayant lâché Somoza, cherche à retarder à tout prix l'écroulement de son régime. C'est une tactique criminelle dont sont complices tous ceux qui, peu ou prou, soutiennent encore Somoza.

Soutien financier :
CSPN
67, rue du théâtre
75015 PARIS
CCP PARIS 834 24 J

Pendant la première semaine de juillet, on a pu voir au Théâtre des Champs-Elysées à Paris La jeune bouquetière, *opéra révolutionnaire coréen. Il s'agit de l'adaptation d'une œuvre classique créée en 1930. Cet opéra est interprété par la troupe artistique Mansoudaï, de Pyong Yang, la capitale de la République Populaire Démocratique de Corée.*

De l'oppression à la révolte

LA JEUNE BOUQUETIERE

A travers l'histoire de la jeune héroïne, Kot Poun, et de sa famille, *La jeune bouquetière* présente l'exploitation , les souffrances et la lutte su peuple coréen dans les années 1920-1930. En effet, pendant presque toute la première moitié de notre siècle, le peuple coréen a été soumis à la double oppression du féodalisme et de l'impérialisme japonais qui colonisait la Corée.

Kot Poun, issue d'une famille de paysans attachés à la terre du propriétaire foncier et totalement soumis à son arbitraire va cruellement ressentir dans sa chair et celle de ses proches les conséquences de cette situation. Le propriétaire foncier fixant lui-même le montant et les intérêts d'une «dette» héritée de son père, Kot Poun doit travailler dur comme domestique sous prétexte de la rembourser, subissant toutes les humiliations possibles de la part du despote et de sa femme. Sa mère étant malade, Kot Poun se fait bouquetière en dehors de ses heures de travail pour lui acheter des médicaments. Mais au moment où celle-ci pourrait guérir, elle succombe, victime de la brutalité du seigneur. Soun Hy, jeune sœur de l'héroïne, est devenue aveugle après avoir été frappée par le seigneur. Celui-ci tentera ensuite de la faire perdre dans la forêt.

Au début de l'opéra apparaît le frère de la jeune bouquetière, Tcheul Yong, qui se révolte contre le propriétaire foncier et est emprisonné pour cette raison. Kot Poun tente de le retrouver, mais un gardien de prison la renvoie en lui disant que son frère est mort. Mais, Tcheul Yong qui s'est évadé et a rejoint l'armée révolutionnaire, revient dans son village natal avec ses camarades pour aider les paysans à se libérer du joug de l'exploitation féodale. L'opéra se clôt donc sur la célébration de la victoire du peuple et des retrouvailles de la famille de Kot Poun.

La jeune bouquetière fait constamment le lien entre la tragédie individuelle de l'héroïne et l'histoire du peuple, entre la cruauté du tyranneau local et l'injustice d'une société. En effet, les exactions du seigneur sont appuyées par la société féodale qui emprisonne le frère de Kot Poun parce qu'il s'est révolté. En même temps, les occupants japonais apparaissent lorsque la jeune bouquetière va en ville et quand elle est vendue à ceux-ci par le seigneur. De la résignation et des plaintes, on passe ensuite aux premiers gestes de révolte des paysans, puis au soulèvement populaire qui aboutit à la fin à la punition du despote local, symbole de la révolution qui doit englober toute la société.

La jeune bouquetière nous montre donc un passé de misère et d'exploitation très proche pour le peuple coréen, puisque les générations les plus âgées l'ont vécu directement. L'évocation du passé permet d'apprécier encore mieux les progrès faits dans l'édification d'une société socialiste en République Populaire Démocratique de Corée.

Mais l'histoire de *La jeune bouquetière*, c'est aussi celle de la Corée d'aujourd'hui. En effet, la Corée du Sud est encore aujourd'hui soumise à l'exploitation capitaliste et à l'occupation de l'impérialisme américain. La Corée n'est-elle pas aujourd'hui déchirée à l'image de la famille de Kot Poun ? Ainsi *La jeune bouquetière* n'est pas seulement une évocation émouvante du passé féodal, mais aussi une œuvre d'actualité symbolisant la lutte du peuple coréen pour la réunification de sa patrie.

LES MAUVAIS COUPS DE JUILLET

L'été n'échappe pas à la règle. Déjà en ce mois de juillet, la bourgeoisie a multiplié les sales coups contre les travailleurs, tout en mettant au point ce que sera sa politique à la rentrée.

LA politique gouvernementale, ce sera *«une politique du faire face»* a dit Giscard au conseil des ministres du 11 juillet. Faire face à quoi ? Faire face à qui ? Le lendemain, dans une interview au journal *Rhône-Alpes*, Barre en disait plus : *«l'effort de modération dans le domaine des rémunérations doit être poursuivi et intensifié»* ; en clair, le gouvernement va s'opposer plus encore qu'auparavant aux augmentations de salaires, tenues pour responsables de l'inflation. Dans la même déclaration, le premier ministre ajoutait que *«le gouvernement prendra des mesures destinées à infléchir le rythme de croissance des dépenses de santé»*. Ce qui signifie de nouvelles attaques contre la sécurité sociale. Enfin, pour couronner le tout, Barre en venait à dire que *«l'année prochaine sera très difficile»*. Il est hélas aisé de deviner pour qui l'année sera difficile, ne serait-ce qu'au vu des réalités de ce mois de juillet.

• Le chômage va continuer à augmenter. Même si les chiffres ne rendent que très imparfaitement compte de la réalité, citons les deniers, publiés en juillet : à la fin du mois de juin, il y avait en France 1 392 900 chômeurs «officiels», soit près de 15 000 de plus qu'à la fin du mois de mai. En une année, le nombre des chômeurs s'est accru de 18,4 % ! Ces chiffres dramatiques vont s'amplifier, l'action du gouvernement se cantonnant à tenter de camoufler la réalité, par le biais des pactes pour l'emploi, tandis que Barre disait crûment le 12 juillet : *«Il est possible qu'en 1980 le nombre des demandeurs d'emploi continue de s'accroître»*.

• La hausse des prix va continuer à s'accélérer. Le 3 juillet, devant le Conseil économique et social, Monory a été jusqu'à avouer que le pouvoir d'achat des Français allait baisser, ce que le pouvoir se refusait à dire jusqu'ici. L'essence, la SNCF, l'électricité, les timbres-poste vont très probablement augmenter à la rentrée.

• Les attaques contre la sécurité sociale vont s'intensifier. Avant même que soient connues, au début du mois d'août, les nouvelles mesures destinées à combler l'énorme déficit laissé par Simone Veil, on a appris le 10 juillet que les cotisations sociales des agriculteurs allaient augmenter, ce qui aura pour effet de diminuer un peu plus le pouvoir d'achat des travailleurs de la campagne.

Cette politique d'austérité s'accompagne d'une poursuite de la répression et des atteintes aux libertés démocratiques, car telles sont bien les deux facettes de l'action des Giscard, Barre et consorts. Les tribunaux n'ont pas chômé en ce mois de juillet, multipliant les jugements d'expulsions contre les résidents des foyers Sonacotra. La 23e chambre a continué son sale boulot à propos des otages du 23 mars : en juillet, il y a encore eu des condamnations. Ainsi Denis Lagrive, un jeune métallurgiste de Saint-Rémy, dans les Ardennes, a-t-il été condamné à 10 mois de prison avec sursis, et trois ans de mise à l'épreuve. La Cour de sûreté de l'Etat a fait écho à ces décisions scandaleuses en prononçant des peines allant jusqu'à 13 années de réclusion criminelle contre les militants corses du FNLC.

C'est dans ce climat que Barre va fêter au mois d'août ses trois ans de présence à l'hotel Matignon, après avoir, n'en doutons pas, perpétré d'autres coups d'ici là.

Dans ces conditions difficiles, le mois de juillet n' a pas pour autant été un mois sans riposte des travailleurs. A l'exemple des résidents de Garges, ou des sidérurgistes de Longwy, dont nous parlons par ailleurs, il faut citer la lutte des dockers, la lutte des travailleurs et de la population de Redon, contre la fermeture de l'usine Garnier, ou encore la lutte des producteurs de pommes de terre, dont les prix se sont effondrés sous l'action des spéculateurs.

Autant de luttes qui s'opposent aux mauvais coups de l'été, et qui préfigurent ce que doit être notre action contre la nouvelle mouture du plan Barre qui se met en place.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Paris :
M.S. 150
Ventes 38
Soutien 150
J.P.W. 150
M.S. 250

Paris 13e :
..... 150
..... 260
A.D. 150

Paris 18e :
..... 130
..... 175

Paris 19e :
..... 20
J.M.P. 50
Collecte à un meeting. 76
..... 85

Paris 20e :
A.B. 500
Ventes 175

INSEE :
..... 320
..... 50
..... 40
..... 500
..... 50

Levallois :
..... 70

Lyon :
..... 2 665

Saint-Brieuc :
Collecte à un mariage 250

Besançon :
Soutien au *QdP* 792
Soutien 200

Bordeaux :
..... 144

Strasbourg :
..... 700
..... 150

La Pommeraye :
D.G. 200

Frasne :
M.D. 500

Vierzon :
J.C.R. 10

Les Sables d'Olonnes :
N.J. 500

Longwy :
M. 300

Thionville :
..... 300

TOTAL : ..... 10 250,00 F.

Ancien total : ..... 76 824,60 F.

NOUVEAU TOTAL :
..... **87 074,60 F**

SOMMAIRE

P.2 La lutte contre les lois racistes passe par Garges

P.5 Pierre Legall, un des otages du pouvoir

P.6 Longwy, ce n'est pas fini

P.7 L'information entre les mains des travailleurs de Longwy

P.10 La réforme Barre du logement en question

P.11 L'expulsion des Hoas par le Vietnam

P.12 Carnet de voyage en République Populaire de Chine

P.15 «Bras de fer» USA-URSS

P.16 Les peuples face aux menaces de guerre

P.18 L'unification des marxistes-léninistes espagnols

P.19 Aspects de la situation iranienne

P.21 Nicaragua : la victoire au bout du fusil

P.22 La jeune bouquetière

P.23 Les mauvais coups de juillet

Le Quotidien du Peuple
Adresse postale :
BP 225 - 75924 Paris cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470
Compte N° 668 J
CCP N°23 132 48 F - Paris
Dir. de pub. : Y. Chevet
Commission paritaire : 56 942
Imprimé par IPCC Paris

Pour la reparution du *Quotidien du Peuple* en septembre, notre effort ne doit pas se relâcher !

Voici près d'un mois que notre journal a interrompu sa parution quotidienne. Mais la souscription ne s'est pas interrompue. Au contraire, elle s'est renforcée. De Paris, de Lyon, de Besançon, de Strasbourg..., ce sont, à travers les sommes collectées, des dizaines de témoignages de soutien au Quotidien du Peuple *qui sont exprimés. Nous en remercions tous ceux qui, dès maintenant, ont envoyé leur demande d'abonnement pour la rentrée, leur contribution à la reparution du* Quotidien en septembre.

La liste publiée aujourd'hui témoigne que, de plus en plus largement, notre appel a été entendu. Mais nous ne pouvons en rester là.

En cette fin de mois de juillet, bien des difficultés restent présentes et les retards accumulés dans les différents paiements (charges en papier, encre, matériel photo, frais de reportage...) demeurent pour une bonne part. Ce retard, nous devons le combler pour repartir sur des bases minima mais indispensables à la rentrée de septembre.

Créer, maintenir, développer un quotidien communiste dans notre pays, c'est le résultat d'une bataille difficile, d'un effort constant de tous, nous le savons. Rédacteurs réguliers, camarades et lecteurs qui, par leurs correspondances sur des luttes, par leurs contributions sur leur région, participent à la vie du journal apportant leurs connaissances, leurs compétences à telle ou telle rubrique, amis et correspondants, abonnés, lecteurs, c'est grâce au soutien de tous que depuis 4 ans nous paraissons jour après jour et avons pu remporter déjà de difficiles batailles. Cette année, c'est grâce à vous que le journal a pu à nouveau reparaître sur 16 pages le week-end, sur 12 pages le mercredi. Ces succès, cette progression du journal, nous ne voulons pas les remettre en cause, les abandonner.

Sans la poursuite de l'effort engagé, sans le développement de la souscription pendant les congés, la reparution du Quotidien du Peuple *ne pourrait être envisagée que dans des conditions périlleuses. C'est pourquoi l'effort entrepris doit être renforcé. Mettons à profit la période d'été pour renforcer le soutien : autour de nous, sur les lieux de travail, dans les cités, sur les lieux de vacances, proposons le nouvel abonnement-ami ! Multiplions les initiatives (ventes d'objets, petits travaux,...) qui, rassemblés par milliers, créeront les conditions indispensables à la reparution du* Quotidien du Peuple *en septembre !*

Le Quotidien du Peuple *ne peut vivre sans le soutien permanent de ses lecteurs, de ses amis ! Pour la reparution du* Quotidien du Peuple *en septembre, renforçons la mobilisation !*

POUR MAINTENIR
LE QdP,
DES MAINTENANT
ABONNEZ-VOUS !
SOUSCRIVEZ
UN ABONNEMENT

4 MOIS : 100 F
(abonnement renouvelable)

EN CADEAU

Un numéro de *Front Rouge*

ET AU CHOIX (cocher la case choisie)

☐ • **Une cassette sur la Chine** : textes extraits du dernier voyage de la délégation du CC du PCR ml, musique.

☐ • **Un jeu de 10 diapositives inédites sur la Chine** réalisées par la délégation du CC du PCR ml

☐ • **Une cassette sur les luttes des sidérurgistes de Longwy** : extraits de reportages des journalistes du *Quotidien du Peuple*, chansons.

Nom (en capitales) .....

Prénom .....

Ville .....

Date:

A retourner à :
Le Quotidien du Peuple
BP 225
75924 Paris Cedex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU470 compte n°668J

Chaque cassette et le jeu de diapositives peuvent être commandés directement au Quotidien du Peuple *pour la somme de 30 F.*